

La société Comterm ferme ses portes

La Banque de Boston «refuse» la vente à Richard Besner & Associés, conclue jeudi dernier

RICHARD DUPAUL

L'ancien espoir de l'informatique québécoise et enfant chéri du Réag, la société Comterm, de Pointe-Claire, a annoncé hier qu'elle cessait ses activités à cause de difficultés financières et faute de pouvoir conclure la vente de l'entreprise. Pas moins de 176 employés — dont la plupart n'ont pas été payés depuis cinq semaines — ont été remerciés.

La nouvelle a eu l'effet d'une bombe au sein du personnel de Comterm, alors qu'on croyait avoir trouvé un acheteur pour la dernière division encore active de la compagnie, soit celle du service à la clientèle. Un accord en ce sens est même survenu, jeudi dernier, avec la société montréalaise Richard Besner & Associés.

Mais, vendredi en soirée, la Banque de Boston du Canada, principal créancier de Comterm, a enfoncé le dernier clou au cerceuil en décidant de «refuser» la transaction, dit-on dans un communiqué émis par Comterm. La «Boston» détient en garanties la quasi-totalité de l'actif de Comterm.

«On ne pouvait plus bouger. Nos mains sont liées», a déclaré pour sa part à La Presse le contrôleur de Comterm, M. Paul Lafrenière.

La mort dans l'âme, M. Lafrenière s'est dit «très déçu» par la tournure des événements. «L'entente (avec Richard Besner) prévoyait le paiement des salaires et les frais dus à tous les employés... Mais la Banque de Boston nous a laissés tomber», a-t-il précisé.

Aussi, la compagnie songe à tenter des poursuites au nom de tous les employés contre la banque américaine, qui aurait «fait des fausses représentations connexes au paiement des honoraires», dit le communiqué.

Selon M. Lafrenière, la Banque de Boston est «revenue» sur ses promesses. «Entre autres choses, on nous a dit que les employés seraient payés lorsque la division du service à la clientèle serait vendue. Mais lorsque nous avons présenté notre acheteur, on a exigé d'autres garanties», a-t-il dit. De son côté, la Banque de Boston n'a pas retourné les appels de La Presse.



PHOTO ROBERT NADON, La Presse

176 employés, dont la plupart n'ont pas été payés depuis cinq semaines, ont été remerciés.

Selon M. Lafrenière, les arriérés d'honoraires de Comterm s'élevaient à 750 000 \$. Hier les employés de Comterm, tous des non-syndiqués, avaient déjà ramassé leurs effets personnels en matinée de sorte que les locaux de l'entreprise étaient déserts vers midi.

La fin de Comterm n'est pas une surprise pour ceux qui suivent les péripéties de cette ex-vedette montante du monde de l'informatique.

La compagnie, qui a tenté en vain de déclarer faillite en 1988 après deux années de résultats désastreux, était littéralement prise à la gorge par ses créanciers. Depuis un an, ceux-ci exigeaient le paiement comptant de tous ses approvisionnements.

Depuis six ans, Comterm a accumulé des pertes de l'ordre de 73 millions. Malgré un léger redressement, la compagnie a déclaré une perte de 5,7 millions pour son dernier exercice (terminé le 31 janvier).

Pour tenter de sauver l'entreprise, les actionnaires ont accepté l'été dernier une proposition des administrateurs «de disposer de la totalité ou de la quasi-totalité des biens» de l'entreprise. Le plan semblait vouloir marcher, alors qu'on a vendu la division manufacturière à une firme ontarienne récemment. Cela a permis de sauver quelque 120 emplois. Mais le refus de la Banque de Boston, à qui Comterm doit 6 millions, a mis fin aux espoirs.

Comterm fera vite d'abandonner le Max pour un modèle plus perfectionné. Mais le tort a déjà été fait. Les commandes ne rentrent plus, les démissions au sein de la direction se succèdent alors que l'industrie informatique est en crise. Les problèmes financiers de Comterm n'en finissent plus de s'accumuler.

Certes, la fin de Comterm marque la fin d'un long calvaire pour plusieurs investisseurs. L'action de Comterm, émise à 10 \$ en 1983 dans le cadre du Réag, ne valait plus qu'une dizaine de cents récemment.

Contrat scolaire... L'histoire de Comterm est truffée de déceptions après un départ rempli de promesses à la fin des années 70. La compagnie, fondée par seize chercheurs, s'était donnée pour mission de percer l'univers des terminaux d'ordinateurs — un marché dominé par des géants américains tels qu'IBM.

Comterm a connu un départ spectaculaire avec de gros contrats: en Arabie Saoudite, d'abord, puis avec l'Hydro-Québec et l'Hydro-Ontario; et, bien sûr en 1983, un contrat de 30 millions avec le ministère de l'Éducation du Québec pour qui Comterm fabriqua 9000 micro-ordinateurs appelés Max. Malgré les promesses, le Max est un échec, notamment à cause de son incompatibilité avec les ordinateurs IBM; plusieurs appareils font aussi défaut.

Certes, la fin de Comterm marque la fin d'un long calvaire pour plusieurs investisseurs. L'action de Comterm, émise à 10 \$ en 1983 dans le cadre du Réag, ne valait plus qu'une dizaine de cents récemment.

Steinberg fait un grand ménage dans ses finances

La société rachètera les 80 millions de dollars d'actions privilégiées qui lui avaient valu une poursuite

LAURIER CLOUTIER

Steinberg a annoncé hier soir un grand ménage dans ses finances et indiqué qu'elle rachètera bientôt pour quelque 80 millions \$ d'actions privilégiées et préférentielles, celles qui lui avaient valu une poursuite de 1,2 milliard \$ en juillet dernier.

Sans aucunement aviser de ses intentions ni commenter ses décisions, Steinberg a demandé aux marchés boursiers canadiens hier matin de retarder l'ouverture des transactions sur ses titres et annoncé en soirée une série de mesures qui devraient clarifier son bilan financier.

L'opération s'inscrit dans la foulée de la signature de la vente de la division ontarienne Miracle Food Mart, hier, au prix de 227 millions \$ à A & P. Le produit de la vente de ces 69 supermarchés servira à réduire sa dette.

Du coup, Steinberg a convaincu son syndicat bancaire de lui accorder un financement supplémentaire afin de pouvoir racheter ses actions privilégiées «conformément aux conditions rattachées à ces titres».

Me James A. Woods, de l'étude montréalaise Clark Woods Rochefort Fortier, appuyé par le grand bureau torontois Tory & Tory, avait déposé l'été dernier une «action dérivée», l'équivalent d'un recours collectif, contre Steinberg et son président, Michel Gaucher. Me Woods demandait à la Cour d'obliger Steinberg à rendre aux actionnaires privilégiés 1,2 milliard \$ de biens, surtout Ivanhoe, ou de racheter ses actions privilégiées. La cause n'en était qu'au stade préliminaire.

Clark Woods Rochefort Fortier, appuyé par le grand bureau torontois Tory & Tory, avait déposé l'été dernier une «action dérivée», l'équivalent d'un recours collectif, contre Steinberg et son président, Michel Gaucher. Me Woods demandait à la Cour d'obliger Steinberg à rendre aux actionnaires privilégiés 1,2 milliard \$ de biens, surtout Ivanhoe, ou de racheter ses actions privilégiées. La cause n'en était qu'au stade préliminaire.

Accord secret

Par ailleurs, Gestion Socanav, la compagnie privée de Michel Gaucher dans laquelle la Caisse de dépôt et placement du Québec avait acquis 27 p. cent lors de l'acquisition de Steinberg, vient de négocier secrètement une transaction avec cette même société d'État.

La Caisse convient de remanier les trois débetures de 90 millions \$ qu'elle détenait de Gestion Socanav. La Caisse les remplace par des débetures convertibles en actions de Steinberg. Cette dernière se réserve le droit de racheter ces débetures d'ici novembre 94. A certaines conditions, non précisées, la Caisse pourra obtenir une débeture additionnelle en l'an 2000.

Gestion Socanav souscrira aussi un placement

privé, au prix de 7 \$ l'action, pour une valeur de 45,6 millions, soit le solde de l'avance de 50 millions ayant contribué au financement de l'acquisition de Steinberg par la Corporation d'acquisition Socanav-Caisse (CASC) à l'été 89. Ces actions avec droit de vote seront convertibles en actions de classe «A» le 28 novembre 91 mais elles ne donnent pas de dividende annuel, fixe, préférentiel et cumulatif.

De plus, Gestion Socanav a convaincu Ivanhoe, filiale de la Caisse, de convertir à certaines conditions, non précisées, un prêt de 15 millions \$ en débetures de Steinberg, convertibles en actions des magasins «M», filiale de Steinberg.

Gestion Socanav détient 70 p. cent de Socanav qui possède maintenant directement 100 p. cent de Steinberg. La Corporation d'acquisition Socanav-Caisse a en effet fusionné hier avec Steinberg.

Le groupe Steinberg-Socanav avait accumulé des dettes à long terme très lourdes de près de 700 millions \$ lors de l'acquisition du géant de l'alimentation il y a plus d'un an. Diverses ventes de filiales ont par la suite permis au groupe de Michel Gaucher de réduire sa dette à quelque 400 millions \$, un poids moins lourd à supporter en période de récession.

Pour sa part, la Compagnie de la Baie d'Hudson est connue comme étant la plus ancienne entreprise au Canada. En plus de détenir un portefeuille immobilier important, elle possède certains des plus gros magasins au pays, incluant la Baie, Simpson's, Zellers et Field Stores. Elle a déclaré des profits de 168 millions sur des ventes de 4,7 milliards pour l'exercice terminé le 31 janvier dernier.

Selon un analyste torontois, l'achat de Towers/Bonimart vaudrait quelque 100 millions. «La fusion entre Towers et Zellers a du sens. Il y a une complémentarité entre les deux réseaux, surtout dans la ville de Toronto», a dit l'analyste qui a requis l'anonymat.

M. Gary Lukassen, chef des finances de la Compagnie de la Baie d'Hudson, a déclaré que l'acquisition «sera excellente pour notre division Zellers et va permettre d'accélérer considérablement les plans d'expansion de Zellers».

La Baie achète les 51 magasins Towers/Bonimart

RICHARD DUPAUL

Faisant fi des avances de la compagnie américaine Woolworth, Oshawa Group a conclu la vente de la chaîne de magasins Towers/Bonimart à la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Une entente «définitive» a été signée hier entre Oshawa et la Baie, ont annoncé les deux entreprises de Toronto. L'accord prévoit que la Baie achètera les 51 magasins Towers/Bonimart en Ontario, au Québec et dans les Maritimes (incluant 17 pharmacies situées dans ces magasins), ainsi que 46 restaurants et bureaux établis à Montréal et Toronto. La transaction, dont le montant n'a pas été dévoilé, est cependant sujette à l'approbation des organismes réglementaires.

La Baie d'Hudson a déclaré que les magasins Towers/Bonimart seraient «fusionnés» avec ceux de sa filiale montréalaise, Zellers, au prin-

temps de 1991. Cette dernière possède plus de 210 magasins au Canada, dont 43 au Québec.

Pour sa part Woolworth, qui tente de toutes les manières depuis un mois de forcer Oshawa à étudier d'autres offres, a préféré rester dans l'ombre. Un porte-parole de la compagnie à New York, M. Barry Thomson, a répondu par l'habituel «pas de commentaires» au sujet des intentions futures de Woolworth.

Celle-ci a écrit à quelques reprises à la direction d'Oshawa, lui demandant d'avoir accès aux livres de Towers dans le but de préparer une contre-offre. Mais Oshawa a refusé chaque fois, répondant qu'elle était liée par une entente de principe datant du 3 octobre avec la Baie.

Woolworth est un géant dans le commerce de détail, dont les ventes atteignent 8 milliards US. La société exploite 462 magasins au Canada (Woolco, Woolworth), en plus d'un certain nombre de magasins spécialisés (Kenney, Foot Locker, Fredelle).

MONTRÉAL	TORONTO	DOW JONES	L'OR (NEW YORK)	DOLLAR CANADIEN
1672,77 (+14,91) (+0,89%)	3115,45 (+28,51) (+0,93%)	2516,09 (-4,70) (-0,19%)	\$369,60 (-3,20) (-0,85%)	\$ -20/100 0,8507



Claude Picher

Cauchemar touristique

D'après l'optimisme officiel des organismes de promotion touristique se profile une réalité brutale et incontournable: le Canada se dirige à toute vitesse vers le pire déficit touristique de son histoire. Et de loin!

Les chiffres les plus récents indiquent que la saison de pointe, c'est-à-dire les mois de juillet et d'août, ont été catastrophiques. Si on se fie aux tendances historiques, on peut déjà prévoir que le déficit touristique canadien jouera en 1990 dans les 4,4 milliards, une hausse de 26 p. cent sur le déficit de l'année précédente et de 62 p. cent sur celui de 1988. Même en tenant compte de l'inflation, la détérioration est spectaculaire. On aura une bonne idée des dégâts en se rappelant que 1988 était déjà considérée, à l'époque, comme une année-catastrophe!

Oh! Certes, on pourra toujours répondre que le Canada est habitué! Année après année, il enregistre un déficit touristique relativement important. Ce qui est particulièrement troublant, cette année, à part bien sûr la taille exceptionnelle du déficit, ce sont les chiffres de l'été.

Le tourisme est marqué par de fortes variations saisonnières. Ainsi, pendant les trois premiers mois de l'année, les Canadiens dépensent une véritable fortune à l'étranger, pendant que le Canada reçoit très peu de visiteurs. Cela est assez normal: à part quelques excentriques, personne n'est intéressé à découvrir le Canada en février. Par contre, tous les Canadiens qui en ont le temps et les moyens (et ils sont nombreux, si on en juge d'après les statistiques) déguerpissent vers le Sud. Le Canada enregistre aussi, traditionnellement, des déficits en automne et au printemps. Mais il parvenait à récupérer une partie de ses pertes pendant l'été.

Ce n'est plus vrai.

En juillet, on a compté 5,6 millions de voyages effectués au Canada par des visiteurs de l'étranger, Américains surtout. Ce chiffre peut paraître gros, mais il représente un recul de 4,7 p. cent sur celui de l'an dernier. Pendant le même mois, les Canadiens ont effectué 8,1 millions de voyages à l'étranger, aux États-Unis principalement. Pour le même mois, l'an dernier, le chiffre correspondant était de 7,1 millions. Autrement dit, le Canada attire de moins en moins de visiteurs, tandis que les Canadiens voyagent de plus en plus à l'étranger.

En août, les voyages des visiteurs de l'étranger ont augmenté de 1,1 p. cent par rapport au mois correspondant un an plus tôt. Il n'y a pas à dire de quoi célébrer: pendant le même mois, les voyages des Canadiens à l'étranger ont bondi de 16 p. cent!

Ces chiffres concernent tous les voyages, peu importe leur durée. Du point de vue de la balance touristique, les voyages qui comptent vraiment sont ceux d'une nuit ou plus. Ce sont, de loin, les voyages les plus «payants» pour le pays hôte. Leur compilation permet en outre de mieux saisir le véritable état de santé de l'industrie touristique. A ce chapitre, on note les mêmes désolantes tendances. En juillet, le nombre d'étrangers ayant séjourné au moins une nuit au Canada a reculé de 3,2 p. cent par rapport au même mois l'an dernier. Pendant ce temps, le nombre de Canadiens ayant passé au moins une nuit à l'étranger a grimpé de 14,3 p. cent. Pour le mois d'août, on note une hausse de 3,3 p. cent des visiteurs étrangers, mais les touristes canadiens ont augmenté leurs voyages (nous parlons toujours ici de séjours d'une nuit ou plus) à l'étranger de 14,3 p. cent. Le tableau au bas de cette chronique est éloquent. Il montre, pour les huit premiers mois de l'année, à quel point le tourisme canadien est stagnent. Ces chiffres concernent seulement les voyages d'une nuit ou plus. N'oublions pas, en y jetant un coup d'oeil, qu'ils incluent la saison la plus active de l'année, et qu'il ne faut pas compter sur les mois qui restent pour redresser la situation.

Les statistiques concernant le nombre de voyages sont les premiers à être publiés. Il faut attendre encore quelques mois pour chiffrer tout cela en dollars. Mais ce que l'on sait de l'état actuel de la situation autorise facilement les projections les plus sombres.

On peut toujours dire que la force du dollar canadien n'a pas aidé. C'est une explication un peu courte. Des problèmes beaucoup plus graves expliquent le catastrophique déficit touristique canadien: des prix qui n'ont pas d'allure, un réseau routier pitoyable, une signalisation routière défilante, un manque total d'imagination dans la mise en valeur du potentiel touristique, des efforts de promotion qui manquent visiblement d'efficacité, voilà des choses dont le Canada aurait intérêt à parler ouvertement s'il veut un jour surmonter la crise.

Parce que, avec quatre milliards de nos beaux dollars qui servent à créer de l'emploi à l'étranger, il n'est pas exagéré de parler de crise.

J'aurais bien aimé étoffer cette chronique avec des chiffres québécois. Hélas! À Québec, les fonctionnaires spécialisés dans cette question ont reçu du ministère du Tourisme la directive formelle de ne plus fournir de chiffres aux journalistes. Ceux-ci doivent maintenant passer par la «Direction des Communications»; autrement dit, par le canal biaisé des attachés de presse et relationnistes. Quand on parle d'un besoin d'ouverture...

Voyages entre le Canada et les autres pays, de janvier à août

	Nombre (en millions)	Variation par rapport à 1989 (en %)
Visiteurs américains	9,04	0,7
Autres visiteurs	2,16	2,2
TOTAL	11,20	1,0
Canadiens aux USA	12,19	12,5
Canadiens ailleurs	2,29	6,1
TOTAL	14,48	11,4

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

Dès le 18 octobre, les obligations d'épargne du Canada seront en vente à la SNF. Profitez-en.

LES CPG... c'est tellement personnel

* Intérêts payés à l'échéance
* Aucun autre boni ne s'applique à cette offre
* Taux sujets à changement sans préavis
Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec

11 5/8 %
15 MOIS

1 AN 11 1/2 %
3 ANS 11 1/4 %
5 ANS 11 1/4 %

Appelez-nous... Un de nos conseillers s'occupera de vous... personnellement

Montréal - centre-ville: (514) 844-2050
1-800-361-8625

Laval - bd La Carrière: (514) 687-7360

Sillery - av. Maguire: (418) 681-1550

Personnellement, moi... c'est la SNF



SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE

GRUPE MFQ

Au service des Québécois depuis plus de 70 ans

EN BREF

ANDERSEN ouvre un centre de gestion des données
Andersen Conseil vient d'inaugurer à Toronto un centre de gestion des systèmes informatiques

de 23 millions. Le centre desservira le Canada et les États-Unis. Selon la société de conseillers en informatique et en intégration technologique, la gestion de systèmes est le secteur qui affiche la plus forte croissance dans l'industrie nord-américaine des services informatiques: les dépenses reliées à ce type de service croîtront

à un rythme annuel d'environ 20 p. cent, passant de 4,6 milliards en 1988 à 13,9 milliards en 1993. Selon Andersen, la gestion de systèmes en sous-traitance permet aux clients de profiter d'une technologie de pointe et de l'expertise des gestionnaires, tout en évitant le fardeau financier de ces technologies.

LES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ UNICAN LTÉE

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES 1990
L'assemblée annuelle de 1990 des actionnaires ordinaires de la société sera tenue le 6 décembre 1990 à 10h30 à la salle Singapore de:

l'Hôtel Ruby Foo's 7655, boul. Décarie Montréal (Québec)

Econo-flashes

Baisse de profits chez GOYETTE

Pour le premier trimestre terminé le 31 août 1990, les revenus de Groupe Goyette ont atteint 4 228 000 \$, soit une augmentation de 7 p. cent, comparativement à 3 952 000 \$ pour la même période l'an dernier. L'accroissement du rayonnement du réseau de transport et l'augmentation des points de service pour les activités d'entreposage et de transbordement intermodal expliquent l'expansion au niveau du chiffre d'affaires. La société a réalisé un bénéfice de 202 000 \$, soit 0,06 \$ par action, par rapport à 228 000 \$ ou 0,07 \$ par action pour l'exercice précédent. Cette légère diminution du bénéfice est attribuable aux coûts additionnels encourus au niveau opérationnel et pour la commercialisation des services de l'entreprise. Groupe Goyette Inc. exerce principalement ses activités dans le domaine du transport général de marchandises. La Société offre aussi des services d'entreposage et de transbordement intermodal.

Deux brochures pour les entrepreneurs québécois

Dans le cadre de la Semaine de la PME, la Banque Royale lance les deux premières brochures de sa nouvelle série de publications destinées aux entrepreneurs québécois. Intitulées «Pour prendre un bon départ» et le «Guide de référence», ces brochures comprennent des conseils et recensement, à l'échelle du Canada, des organismes qui viennent en aide aux PME nouvelles ou établies depuis longtemps. Ces brochures sont disponibles dans les succursales et les centres d'affaires de la Banque au Canada.

Subventions pour des projets miniers

Dans le cadre du plan d'action mis de l'avant pour la région Chibougamau-Chapais-Desmaraisville, des crédits additionnels de 4 millions de dollars ont été dégagés pour faciliter le démarrage de projets miniers qui pourraient entraîner rapidement une amélioration de la situation économique de la région visée. Tel que déjà annoncé en août dernier, les intervenants miniers de cette région avaient jusqu'au 15 septembre pour faire parvenir leurs propositions de projets pour la région concernée, en indiquant la nature de l'aide requise pour favoriser leur réalisation. À ce jour, 18 projets ont été soumis au ministère de l'Énergie et des Ressources par 12 entreprises minières. Ces projets consistent en des aménagements de surface. Une dizaine de projets d'exploration de base ont également été présentés par des prospecteurs autonomes de la région. Par contre, le ministère a déjà confirmé son aide à sept (7) prospecteurs autonomes qui désiraient entreprendre, dès cet automne, des travaux de prospection sur leur propriété. Un montant global d'environ 30 000 \$ leur sera versé à cette fin. Une somme additionnelle de 170 000 \$ sera disponible dans le cadre de ce programme d'assistance au cours de l'exercice 1991-1992.

JEAN COUTU donne des actions

Quelque 2 millions d'actions à droit de vote subalterne du Groupe Jean Coutu ont été données à la Fondation Marcelle et Jean Coutu par une société à numéro, le 151210 Canada Inc, contrôlée par M. Jean Coutu. À compter du 29 octobre 1990, la Fondation vendra ces actions sur le marché.

Du financement pour les PME

Une nouvelle société, Financière Montcap, offre de financer les comptes à recevoir des petites entreprises, y compris celles au stade de démarrage. Cela assurera aux entreprises les liquidités essentielles à leur fonctionnement. Il est prévu que le prêt moyen atteindra 50 000 \$. Montcap fait partie du Groupe CAP-DA, qui offre une gamme complète de services financiers, dont le financement à terme, les prêts participatifs, le crédit-bail ainsi que les services d'ingénierie financière.

Un projet d'ADS pour la Corée

La firme d'ingénieurs-conseil ADS, de Québec, vient de réaliser un projet d'économie d'énergie pour la firme Joong-Ang, une filiale du géant coréen Samsung. Les travaux réalisés par ADS consistent à réduire la consommation d'énergie de bâtiments en utilisant des technologies de pointe. L'ensemble des projets d'économie d'énergie réalisés représente un investissement de 3,5 millions et permet d'économiser 900 000 \$ par an.

Un autre restaurant pour Valentine

Valentine, qui se spécialise dans la restauration rapide (hot-dogs et frites) vient d'ouvrir son 60e restaurant, à Place Laurier, à Sainte-Foy. Valentine a été fondée à Saint-Hyacinthe en 1979. La première franchise a été inaugurée à Saint-Jean en octobre 1984. En 1990, la société a procédé à l'ouverture d'une quinzaine de restaurants. Le réseau a un chiffre d'affaires de 17 millions par an et compte quelque 700 employés.

SUN LIFE dans l'immobilier à Saint-Laurent

L'assureur-vie Sun Life, de Toronto, annonce ce matin qu'il investira de 25 à 30 millions dans une quinzaine de bâtisses industrielles, à St-Laurent. Le directeur de la division immobilière doit encore préciser sa contribution au développement industriel de St-Laurent par le biais de la location d'édifices aux entreprises.

TÉLÉGLOBE investit 45 millions dans la fibre optique

La Compagnie de téléphone de la Colombie-Britannique et Télélobe Canada, une société de groupe Memotec, ont signé une entente concernant la construction, au coût de 45 millions, et l'exploitation en commun d'un réseau de fibres optiques, qui s'étendra de l'île de Vancouver au sud de la Colombie-Britannique. Ce nouveau réseau sera également relié au TPC-4, le câble optique transpacifique de 9800 kilomètres qui reliera le Canada et le Japon et dont Télélobe est l'un des principaux propriétaires. D'une longueur de 505 kilomètres, le nouveau réseau fera plus que doubler la capacité de transmission actuelle entre Vancouver et l'île de Vancouver.

Regroupement dans la typographie

Deux importantes entreprises de typographie de Montréal et de Québec, Avant-Garde Ltée et Caractéra Inc., annoncent leur regroupement afin de poursuivre leurs activités en complémentarité et de mieux servir leur clientèle respective. À Montréal, Caractéra et Avant-Garde regroupent leurs opérations au centre-ville tandis que les installations de l'entreprise à Québec demeureront sur le boulevard Charest.

Baisse des profits d'INCO

Les bénéfices de la société sidérurgique Inco ont diminué de près d'un quart au cours du troisième trimestre. Ceux-ci s'inscrivent à 97,0 millions US (soit 92 cents par action ordinaire), comparativement à 129,3 millions US (1,23 \$ l'action), pour la même période de l'année précédente. Les revenus ont également diminué, de 687 à 602 millions US. La compagnie torontoise attribue ce recul à la baisse du prix du nickel. Les profits cumulatifs depuis le début de l'année sont de 368,6 millions US (3,50 \$ l'action), contre un bénéfice record de 601,3 millions US (5,67 \$ l'action) l'année précédente. Les résultats pour les neuf premiers mois de 1990 incluent par ailleurs un gain extraordinaire de 112,2 millions US (1,08 \$ l'action) réalisé lors de la vente de la participation de 20 p. cent d'Inco dans la société PT International Nickel d'Indonésie.

PERKINS augmente ses profits

La société Papiers a augmenté ses profits de huit p. cent au cours de la période de neuf mois terminée le 29 septembre dernier. Le fabricant montréalais de papier hygiénique affiche un bénéfice de près de 2,8 millions (soit 44 cents par action), comparativement à 2,6 millions (40 cents l'action) lors de la période correspondante en 1989. Les ventes ont augmenté entre temps de trois p. cent à 56,6 millions. M. Robb Bramwell, président et chef de la direction, prévoit que cette performance se poursuivra pour le reste de l'année. L'entreprise a par ailleurs obtenu un financement par dette à long terme pour la construction de sa nouvelle usine de Candiac.

TORONTO 108

Ce tarif aller simple s'applique sur tous les sièges en classe économique, sans aucune restriction. Il est en vigueur jusqu'au 26 octobre 1990. Achetez votre billet en classe économique avec la Carte American ExpressMC, et vous pourriez obtenir un surclassement gratuit en classe Affaires. Ce surclassement est valable du 1er septembre au 30 novembre 1990 sur les vols entre Montréal et Toronto.

Appelez votre agent de voyages ou Intair. Montréal: (514) 636-3890 Ailleurs au Québec, sans frais: 1 800 361-0200

SANS AUCUNE RESTRICTION Classe affaires: 149 \$ aller simple

MC: American Express Company Us. aut., Copyright © Banque Amex du Canada 1990

Cartes INTAIR

Unigesco
M. Denis R. Séguin
M. Bertin F. Nadeau, président du conseil, président et chef de la direction de Unigesco Inc., est heureux d'annoncer la nomination de M. Denis R. Séguin au poste de vice-président, Projets spéciaux, de la société. À ce titre, M. Séguin sera responsable de divers mandats au service des finances.
M. Séguin apporte à Unigesco une expérience du financement des sociétés, accumulée au cours d'une carrière bancaire de plus de 35 ans.
Unigesco est une société canadienne oeuvrant dans la distribution de produits d'alimentation, d'accommodation, de quincaillerie et de rénovation. Sa division Aliments Excelco oeuvre dans la distribution alimentaire spécialisée dans toutes les régions canadiennes. Sa filiale Groupe Sodisco Inc. est un leader canadien de la distribution et de la mise en marché de produits de quincaillerie et de rénovation. Unigesco est également l'actionnaire principale de Proviso Inc., un leader canadien de la commercialisation et de la distribution de produits alimentaires, au Canada et aux États-Unis.

STEINBERG
AVIS DE DIVIDENDE
Avi est par les présentes donné qu'un dividende trimestriel de UN DOLLAR ET TRENTE ET UN CENTS (1.315) l'action sur les actions privilégiées, rachetables 5 1/4% cumulatif, série «A», en circulation de la compagnie a été déclaré payable le 15 novembre 1990 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 1er novembre 1990.
Par ordre du Conseil d'administration
William D. Hart
Vice-président senior, Directeur général du Service juridique et Secrétaire
Montréal, le 18 octobre 1990

SEARS Honeywell Mon chez-moi
Cet automne, je le protège jour et nuit
Utilisez votre carte de crédit Sears 382-0208

DATES D'ASSEMBLÉE
Données fournies par la société émettrice par l'entremise de LA CAISSE CANADIENNE DE DÉPÔT DE VALEURS LIÉES
*Modifications aux renseignements déjà publiés.
A = annulé; S = spécial; G = général; X = supplémentaire; E = extraordinaire.

Table with columns: Raison sociale, Date assemblée, Type d'assemblée. Lists various companies and their assembly dates.

A PARTIR de 395 \$ de VOTRE CELLULAIRE VOUS MÈNE LOIN!
2 billets d'avion à destination du Mexique vous sont offerts gratuitement à l'achat du téléphone cellulaire de votre choix.
Contactez-nous!
MONTREAL: Copie Data, J.G. Communication, Profil, Écono-Quad, Univer-Cell, 3 A Dumoulin.
LAVAL: Boutique de l'électronique, RIVE-SUD, ST-JÉROME.
LA SUPRÉMATIE EN MATIÈRE DE SERVICE
Bell Cellulaire AGENT AUTORISÉ

TRUETEX CENTRES
GRAND SOLDE D'OUVERTURE
RICOH RF900 (CCIT G3) 699\$
NEC NEFAX 2 1199\$
RICOH RF920 (CCIT G3, G2, G1) 999\$
TÉLÉCOPIEUR, TÉLÉPHONE ET COPIEUR
PRIX DE CATALOGUE 2495 \$
Caractéristiques du téléphone: 125 numéros en mémoire, Composition une touche (25 numéros), Copie avec commande de contraste, Réponse vocale.
Caractéristiques des télécopieurs: Gamme de demi-tons 64 plages, Coupe automatique du papier, Transmission en 15 secondes, Alimentation automatique 10 pages, Copieur avec commande de contraste, Recomposition automatique.
3671, boul. des Sources Dollard-des-Ormeaux, Qc (514) 684-6801
HEURES D'OUVERTURE: Lundi-mercredi 9 h à 11 h, Jeudi-vendredi 9 h à 20 h, samedi 11 h à 16 h

Hydro-Québec commercialisera d'ici trois ans ses nouvelles piles ACEP

Une co-entreprise, formée par la société d'État et le fabricant japonais Yuasa et dont le siège social sera à Montréal, se chargera de l'opération

RUDY LE COURS

■ D'ici trois ans au maximum, commence la commercialisation

tion des nouvelles piles ACEP, qui couronneront les efforts de l'Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ).

Comme l'annonçait La Presse la semaine dernière, la co-entreprise formée par Hydro-Québec et par le fabricant nippon Yuasa et dont le siège social sera établi à Montréal, sera chargée de cette commercialisation, ont confirmé MM. Claude Boivin et Yoshiki Nagai, respectivement président et chef de l'exploitation de la société d'État et vice-président développement technologique de l'entreprise basée à Osaka. L'entreprise portera le nom d'ACEP Inc.

Une première usine de petites piles sera construite au Japon et une deuxième de même taille sera érigée au Québec dans les cinq années suivantes.

Le coût d'une telle usine est de 10 millions. Son chiffre d'affaires visé est de 40 millions la première année. Cela demeure modeste si on compare aux 630 millions de chiffre d'affaires de Yuasa, en 1988-1989, et aux 5 milliards qui correspondent au marché mondial des piles et batteries.

Ce dernier chiffre donne toutefois un avant-goût des ambitions d'ACEP. « Nous prévoyons une forte demande pour ce nouveau type de piles, appelées à remplacer les modèles d'aujourd'hui », a expliqué M. Nagai qui s'exprimait par l'entremise d'une interprète.

La pile ACEP — acronyme formé à partir de Accumulateur à Electrolyte Polymère — possède des propriétés uniques tant du point de vue volumétrique, durée de vie, fonctionnement à basse et haute température. Elle ne coule pas et ne peut être nocive pour l'être humain comme c'est le cas des piles au carbone ou alcalines.

Ses applications paraissent multiples, depuis la micropile capable d'alimenter des micro-puces sur une carte de crédit ou médicale jusqu'à la puissante batterie capable d'assurer la traction d'un véhicule.

Quand Hydro-Québec s'est lancée il y a dix ans dans le développement d'une pile capable de stocker de fortes quantités d'électricité, c'est le marché de l'automobile électrique qu'elle visait. L'horizon 2000 reste l'objectif pour la commercialisation de ce produit.

L'entente avec Yuasa prévoit d'ailleurs que la première usine de fabrication de ces gros accumulateurs serait érigée au Québec et la deuxième, de même capacité, au Japon.

D'ici à la première usine de commercialisation de petites batteries vers 1993, ACEP Inc. aura besoin d'un budget annuel d'environ 1,3 million pour fonctionner. Cette somme sera assurée par ses deux propriétaires.

M. Boivin a indiqué qu'Hydro-Québec ne voulait pas se lancer seule dans la fabrication de piles. Tel n'est pas son mandat. Accorder des licences de fabrication, c'était par contre ouvrir la porte à des transferts technologiques qui risquaient à terme d'entraîner le déménagement hors Québec de la R&D autour de ce concept. Voilà pourquoi en s'associant avec une entreprise japonaise, Hydro-Québec « reste présente tant au niveau de la R&D qu'au niveau des décisions stratégiques d'investissement et d'implantations d'usines ».

DÉJEUNERS D'AFFAIRES

Le Père St Vincent

● Dîner d'affaires de 12 h à 15 h
● Table d'hôte du soir
N.B.: réservez dès maintenant pour les fêtes
Rés.: 397-9610 — 397-1131
431, rue S-Vincent, Montréal

Vos assurances

Quand on a l'impression de se faire avoir...

CHRISTIAN N. DUMAIS
Avocat
Vice-président, Dale-Parizeau Inc.

■ On entend souvent la plainte suivante: « Ça fait 20 ans que je paie des primes d'assurance mais quand je viens pour réclamer, on me dit que ce n'est pas couvert! » C'est bien malheureux, mais il faut bien comprendre que le fait de payer des primes assure le maintien d'une assurance; cela ne change rien aux bénéfices qu'on peut en retirer. Que peut bien faire l'assuré qui se croit victime d'une injustice à la suite d'un sinistre?

Son courtier

Quand l'assuré conteste le montant de l'indemnité qui lui est versée ou l'interprétation que fait son assureur de la police, il devrait en premier lieu faire appel à son courtier d'assurance. C'est le courtier qui le représente auprès de l'assureur et c'est le métier du courtier, après avoir livré l'assurance, de répondre aux besoins de ses clients quand des problèmes se posent. C'est votre courtier qui pourrait, par exemple, vous expliquer que vous n'avez que 50 p. cent de l'indemnité réclamée à la suite d'un accident d'auto parce que vous avez omis de déclarer que votre fils était conducteur occasionnel, que cette omission vous a fait épargner 50 p. cent de la prime et que l'assureur est en droit de vous verser une indemnité en fonction de la prime que vous avez payée par rapport à celle que vous auriez dû payer. Bien entendu, le consommateur qui s'est assuré directement chez un assureur, sans intermédiaire, ne peut bénéficier de cette intervention; il devra plutôt s'adresser à l'agent de l'assureur avec qui il a fait affaires.

Le BAC et le reste

L'assuré peut aussi se renseigner sur ses droits en communiquant avec le Bureau d'Assurances du Canada, le BAC. Cet organisme regroupe 173 sociétés d'assurance de dommages faisant affaires au Québec et agit comme porte-parole de l'industrie d'assurance de dommages. Il a le rôle de formuler des recommandations à ses membres et nous en avons eu la preuve récemment quand on s'interrogeait sur l'application des contrats d'assurance habitation des résidents de Kahnawake et Kanésatake en regard de l'exclusion de rébellion. Le BAC avait alors suggéré à ses membres d'indemniser leurs clients en dépit de la clause d'exclusion. Le BAC n'a pas de pouvoir coercitif mais peut exercer une influence qui n'est pas négligeable.

Il y a bien sûr une foule d'autres façons de faire intercéder en sa faveur: les chroniques de consommation, les tribunes téléphoniques, les associations de consommateurs sont quelques-unes. On peut penser ici à l'Association des Consommateurs du Québec qui publie depuis quelques années son guide des Assurances et offre des services de consultation en matière d'assurance. Quand une enquête ou une plainte est adressée à un assu-

reur, il ne faut pas minimiser la pression morale et la publicité défavorable qui sont alors exercées et qui font souvent bouger les choses plus rapidement.

Les tribunaux

Si un différend entre un assureur et un assuré ne peut se régler à l'amiable, il ne reste plus qu'un seul recours: les procédures judiciaires. Ce sont en effet les tribunaux qui peuvent avoir le dernier mot sur les droits et obligations des deux parties à un contrat d'assurance. On est sûrement familier avec ce qu'il est convenu d'appeler un appel en garantie: il s'agit alors pour l'assuré poursuivi en dommages de poursuivre à son tour son assureur pour que le second soit condamné à rembourser le premier de toutes les sommes, y compris les frais judiciaires, que l'assuré serait appelé à payer.

Quand il n'y a pas au départ de poursuite contre l'assuré par une victime et qu'il s'agit de la contestation du montant d'une indemnité ou d'une négation de couverture (refus d'appliquer le contrat d'assurance), l'assuré prend alors action directement contre son assureur en alléguant les raisons pour lesquelles l'assureur devrait honorer son contrat et verser l'indemnité réclamée.

Si la contestation ne porte que sur l'indemnité, l'assuré peut aussi procéder par arbitrage. L'assureur et l'assuré nomment alors chacun un expert et les deux experts choisis s'adjoignent un arbitre désintéressé. Cette clause dite compromissoire apparaît dans plusieurs contrats d'assurance, notamment dans le formulaire standard d'assurance auto du Québec. On y fait souvent appel en cas de désaccord sur l'indemnité à la suite d'un accident d'automobile comme, par exemple quand l'assuré prétend que son véhicule est « perte totale », alors que l'assureur croit pouvoir le faire réparer. Chaque partie supporte alors les frais et honoraires de son expert et la moitié de ceux de l'arbitre.

Il y a aussi la requête en jugement déclaratoire. Cette procédure offre les mêmes avantages que l'arbitrage: réduction des coûts et du délai pour obtenir une décision finale. On peut penser à un assuré qui, après s'être fait nier couverture, demande à un tribunal de déclarer par jugement quelle est la portée de la disposition du contrat d'assurance qui fait l'objet du litige.

Plusieurs croient à tort qu'assureurs et assurés ne luttent pas à armes égales. Les assureurs sont bien au fait des développements de la jurisprudence en matière d'assurance et des stratégies pour faire valoir leurs droits. Cependant, si les consommateurs font appel à l'une ou l'autre des alternatives que mettent à leur disposition la loi et l'industrie de l'assurance, ils pourront mieux connaître leurs droits et, le cas échéant, fourbir leurs armes.

L'avenir de PROVIGO



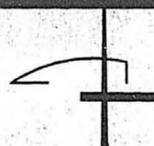
Les sociétés Marathon et IBM sont fières d'annoncer que Provigo Inc. vient de lier son avenir à celui du 1250, boulevard René-Lévesque.

Provigo Inc., un leader de la commercialisation et de la distribution alimentaire au Canada et aux États-Unis, déménage ses bureaux de Montréal au 1250, boulevard René-Lévesque. Nous tenons à lui souhaiter la plus cordiale bienvenue.

Avec plus d'un million de pieds carrés (93 000 m²) de bureaux de toute première qualité, le 1250, boulevard René-Lévesque offre aux grandes sociétés, telle Provigo, l'environnement idéal pour mener des affaires d'envergure. Le symbole même de la vitalité du monde des affaires montréalais.

Pour lier votre avenir à l'adresse commerciale la plus prestigieuse à Montréal, composez le (514) 879-1630.

1250, boulevard René-Lévesque



L'avenir de Montréal

Le 1250, boulevard René-Lévesque est un projet de la Société Immobilière Marathon, Limitée et IBM Canada Ltée.

MARATHON

IBM

BOCA RATON

LE «WESTMOUNT» DE LA FLORIDE

Situé au nord de Fort Lauderdale, ce magnifique projet résidentiel de maisons-jardins «patio homes» est absolument privé et complètement clôturé, il est adossé au terrain de golf Boca Lago et possède son propre lac ainsi qu'une zone de cyprès protégée.

- 4 maisons modèles
- 3 chambres, 2 salles de bain, garage double à partir de 149 900 \$
- Constructeur québécois, 30 années d'expérience.
- Hypothèque disponible à partir de 9.5%.

SOUTHAMPTON DE BOCA RATON
8020, boul. Boca Lago, Boca Raton, Floride

Un autre projet de MARLBORO CONSTRUCTION
Pour informations appelez à frais virés (407) 479-4075 de 11 h à 17 h tous les jours.

Les conseillers AUBIN CHAREST et associés

POUR EMPLOYEUR À LA RECHERCHE DE COMPÉTENCE

Dans un désir toujours constant de s'adapter aux besoins de notre clientèle (entreprise et candidat) et vu la rareté de candidats «exceptionnels», nous mettons sur pied un nouveau concept. Nous visons à promouvoir les candidats «haut de gamme» qui ont démontré leurs compétences par une feuille de route remarquable. Tout comme l'employeur, ces candidats désirent maintenant se joindre à une entreprise sérieuse, dynamique et progressive. Bref, des candidats qui convertiront votre coût en investissement et ce, que vous représentiez une petite, moyenne ou grande entreprise. Votre temps est précieux. Employez-les efficacement pour votre propre domaine de spécialisation et laissez-nous dénicher le candidat qui saura répondre à vos attentes.

CONTRÔLEUR Le candidat — Innovateur, dynamique et «entrepreneur», il sait motiver une équipe de travail et amorcer les changements qui se révèlent rentables pour votre entreprise. Ses réalisations — Redressement d'entreprises dans les secteurs manufacturier et commerce de détail. Établissement de systèmes de gestion de fonds canadiens et de produits finis à des taux avantageux avec l'Ontario. Négociation de conditions d'achat de milliers de premiers et de produits finis à des taux avantageux avec l'Ontario. Implantation d'un système de comptabilité informatisée. Défi recherché — PME du milieu manufacturier de produits à grand volume ou entreprise de services qui l'intégrera comme «cadre clé» au sein de son équipe de gestion. Echelle salariale — 55 000 à 60 000 \$	DIRECTEUR ADMINISTRATIF Le candidat — Généraliste, leader, cultivé, force en relations publiques avec connaissances et rapports internationaux aux niveaux bancaire et financier (gestion privée...). Ses réalisations — Développement de nouveaux produits financiers internationaux. Augmentation de 40% du nombre de transactions internationales. Implantation d'un système comptable pour les prêts internationaux. Mise en place d'une politique de marketing et d'un bulletin import-export pour la clientèle du réseau. Formation d'une trentaine de cadres locaux intermédiaires. Défi recherché — Poste au sein d'une société multinationale, d'une institution financière ou d'une PME dynamique qui saurait utiliser ses ressources: un réseau de relations bien établies et une solide expérience en gestion et en administration. Echelle salariale — 62 000 à 69 000 \$	INGÉNIEUR MÉCANIQUE Le candidat — Ingénieur mécanique trilingue. Son savoir-faire en gestion et son esprit d'analyse très développé lui permettent de diriger un groupe multidisciplinaire qui mènera vos projets à la réussite. Ses réalisations — Treize années d'expérience, dont six en gestion de projets de 40 millions \$ dans les secteurs industriel, commercial et routier. Implantation d'un programme d'entretien préventif pour machines lourdes. Planification et organisation d'un système d'entreposage au sein d'une entreprise manufacturière en phase de démarrage. Mise sur pied d'un laboratoire de contrôle de la qualité. Participation à la gestion de projets de construction routière et aux études des coûts. Défi recherché — Firma de génie-conseil ou entrepreneur général d'ingénierie nationale ou internationale pour projets de construction aux niveaux routier, manufacturier ou industriel. Echelle salariale — 55 000 à 60 000 \$	CONSEILLER EN DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL Le candidat — Bon sens de l'écoute, visionnaire, grande habileté de communication. Ses réalisations — Augmentation de la productivité des employés de 50 à 70% suite à l'implémentation de la motivation et des communications avec les employés. Elaboration de stratégies et plans d'action afin d'améliorer la qualité de vie au travail dans les domaines ingénierie, alimentaire, congélation et hospitalier. Réduction du taux de roulement des employés de 20% dans tous les secteurs. Mise sur pied de cours de formation pour les gestionnaires (rémunération, recrutement, motivation...). Défi recherché — Multinationale, PME qui désire prendre l'expansion au niveau international ou firma de consultation. Echelle salariale — 48 000 à 52 000 \$
---	---	--	---

Actifs à parts égales dans les deux secteurs clés que sont les recrutements de cadres intermédiaires et de personnel administratif, nos conseillers vous aideront à combler, dans les meilleurs délais, vos besoins en ressources humaines.

1255, rue University, Bureau 1604 Montréal (Québec) H3B 3X3

Appellez MARIE-JOSÉ AUBIN

874-0444

La compétitivité du Canada va en décroissant

Productivité: deuxièmes en 1980, les Canadiens sont à l'avant-dernier rang chez les sept Grands

GILLES ST-JEAN

L'écart entre la compétitivité du Canada et celle des autres grands pays industrialisés s'est creusé de 15 p. cent depuis dix ans, a affirmé hier l'Association des manufacturiers canadiens, à l'occasion du dévoilement simultané, à Montréal et à Toronto, de la première édition de son *Indice canadien de compétitivité*.

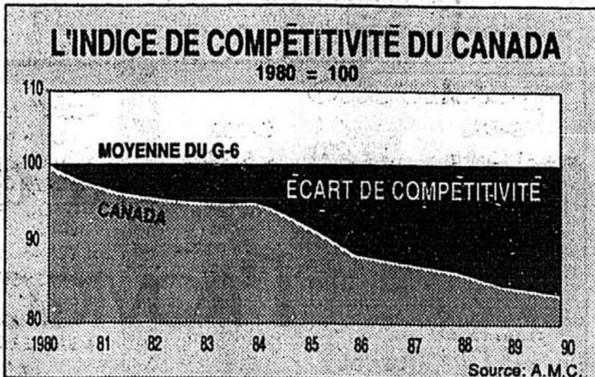
L'AMC a mesuré le rythme de changement relatif des coûts unitaires de la main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier (productivité et tendance des salaires), le rythme de changement relatif des prix de gros (frais généraux, coût des intrants et charges fiscales) et la performance de la balance commerciale.

La somme de ces mesures, comparée à la moyenne des six autres grands pays industrialisés (G7, moins le Canada ou G6, dans le tableau), n'est guère réjouissante, selon l'AMC:

Les travailleurs manufacturiers canadiens ont glissé à l'avant-dernière position en termes de productivité chez les sept Grands, depuis dix ans; alors qu'ils suivaient les Américains au deuxième rang, en 1980, ils sont maintenant avant-derniers devant les Italiens;

Le rendement des coûts unitaires de la main-d'oeuvre a chuté de 20 p. cent par rapport à la moyenne des six autres grands pays industrialisés;

L'écart de prix de gros a diminué progressivement jusqu'à plus de dix p. cent;



Le chiffre 100 correspond à la moyenne de la performance des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne de l'Ouest, du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie, qui forment le G6. La performance du Canada n'a cessé de diminuer depuis 1980. L'indice global est composé des coûts unitaires de main-d'oeuvre, des prix de gros et du commerce international.

La balance courante est maintenant déficitaire de plus de dix p. cent, alors qu'elle marquait un surplus entre 1981 et 1985.

Le Québec

Selon l'AMC, le Québec est en meilleure position que les autres provinces en termes de compétitivité, parce que les augmentations de salaire y ont été plus basses que la moyenne nationale, depuis quelques années; que la base salariale moyenne y est plus basse qu'en Ontario; que les prix à la consommation montent moins vite qu'ailleurs au Canada; que la province a réduit son taux marginal supérieur d'imposition, alors que ce taux a augmenté en Ontario et qu'il augmentera encore

sous un gouvernement néo-démocrate.

Par ailleurs, les terrains à vocation industrielle sont moins chers au Québec qu'en Ontario et le coût des logements y est plus faible.

Effort concerté

L'AMC croit que la situation exige un effort concerté des gouvernements, de l'industrie et des travailleurs.

«Les entreprises doivent montrer une plus grande capacité d'innover, investir davantage tout en comprenant le danger de refiler systématiquement l'augmentation de leurs coûts aux consommateurs; elles doivent maximiser leur efficacité en recourant

aux nouvelles technologies et privilégier la recherche et le développement. Quant aux travailleurs, ils ne doivent pas contribuer à rendre le climat plus tendu dans les entreprises», a dit le vice-président de l'AMC pour le Québec, M. Richard Le Hir.

L'AMC presse les gouvernements en général de réduire le déficit, et Ottawa de diminuer les taux d'intérêt.

«La première de toutes les priorités pour les gouvernements, a noté M. Le Hir, est la réduction des budgets; cela réduira le besoin d'emprunter et permettra de baisser les taux d'intérêt.»

Selon M. Le Hir, le ministre fédéral des Finances Michael Wilson ne prend pas ses responsabilités en faisant porter à la Banque du Canada l'odieuse de taux d'intérêt élevés sous prétexte de lutter contre l'inflation.

Dettes et déficit

«L'inflation est un faux argument, présentement. Les vrais coupables sont l'endettement et le déficit qui forcent l'État à recourir au marché des capitaux. L'État peut toujours s'en sortir en puisant dans nos poches pour rembourser ses créanciers, mais les entreprises ne peuvent pas emprunter à des taux prohibitifs, elles renoncent donc à toute expansion, réduisent la recherche et le développement, et le nombre des faillites augmente», a résumé M. Le Hir.

Notons que le vice-président de l'AMC a eu des propos sévères à l'endroit des sénateurs libéraux à Ottawa qui bloquent toujours, «par leurs singeries», le projet de loi sur la TPS, une taxe avec laquelle l'AMC est d'accord.

Fusion EDELMAN-GROUPE HOUSTON

Edelman Public Relations Worldwide et le Groupe Houston ont annoncé hier que la maison d'origine américaine avait acquis la moitié de l'actif de la société canadienne. Le Groupe Houston, qui a entre autres clients Imperial Tobacco, Ultramar, Steinberg et Imasco, a été fondé en 1972. Quant à Edelman, fondée en 1952 à Chicago, il s'agit d'un géant des relations publiques qui a plusieurs bureaux aux États-Unis et des cabinets dans plusieurs capitales. Houston a souvent agi comme mandataire de Edelman au Canada depuis plusieurs années. Les deux sociétés étant privées, le montant de la transaction n'a pas été dévoilé. La société canadienne changera sa raison sociale pour Le Groupe Edelman Houston. Aucune mise à pied ne devrait survenir, selon Mme Michelle Bouthillière, porte-parole de Houston.

QUAND VOUS VOUDREZ VRAIMENT DIMINUER INTELLIGEMMENT VOS COÛTS EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

APPELEZ-NOUS: **844-1182**

SERVICES CONSEILS CHABOT
CONSULTANTS EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

1001, boul. de Maisonneuve O. Montréal H3A 3C8

LA TRIBUNE À MONTRÉAL

LES DÉJEUNERS-CAUSERIES 1990-1991 de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Monsieur Pierre Brunet
Président et chef de la direction
Lévesque Beaubien Geoffrion Inc.

Le mardi 6 novembre 1990 à midi
Bonaventure Hilton International

Allocation:
«Défi de l'entreprise: la nécessaire concertation»

Prochain déjeuner-causerie: 13 novembre 1990
Monsieur Jacques Bougie
Président et chef de l'exploitation
Alcan Aluminium Limitée
Bonaventure Hilton International.

Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain

Réservations: 288-9090
772, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 1G1
Réseau ALEX 361-2222/CCMM

L'an dernier nous avons versé plus de 22 millions \$ en réclamations sur des créances à l'étranger.

Si vous êtes exportateur, il vous est sûrement arrivé de perdre le sommeil parce que vous vous inquiétiez de la solvabilité d'un client étranger. Après tout, une seule mauvaise créance peut vous ruiner.

C'est pourquoi la Société pour l'expansion des exportations offre une assurance crédit pouvant protéger jusqu'à 90% de vos exportations et ce à des taux très attractifs.

Des centaines d'entreprises canadiennes profitent déjà de nos services. L'an dernier, nous avons versé plus de 22 millions de dollars en réclamations sur des créances à l'étranger. Êtes-vous bien protégé?

La Société pour l'expansion des exportations

Êtes-vous bien protégé?

est prête à vous aider de plusieurs façons. En plus d'une gamme complète d'assurances et de garanties aux exportateurs canadiens, nous offrons du financement à vos acheteurs étrangers. Peu importe la taille de votre entreprise, nous sommes en mesure de vous aider. Nous transigeons avec les PME à travers le pays, et ces entreprises représentent 80% de notre volume d'affaires.

Grâce à plus de 45 ans d'expérience sur les marchés mondiaux, nous pouvons vous aider à développer et à protéger vos ventes à l'étranger et ce, quel que soit le secteur d'activité dans lequel vous évoluez. Il suffit d'appeler le bureau le plus près de chez vous.



Société pour l'expansion des exportations

Vancouver 604-688-8658 Calgary 403-294-0928 Winnipeg 204-983-5114 Toronto 416-973-8211 London 519-645-5828 Ottawa 613-598-2992 Montréal 514-283-3013 Halifax 902-429-0426

FORMONS LES CHEFS CANADIENS DE DEMAIN

La Conférence d'étude canadienne du Gouverneur général de 1991 accepte dès maintenant les mises en candidature.

Les entreprises privées et publiques, syndicats, universités, gouvernements, services communautaires et organismes de bénévoles sont invités à nous faire parvenir les noms de leurs candidats et candidates.

Les personnes choisies devront posséder les qualités essentielles d'un chef de file, être déjà à mi-carrière et enfin, être considérées par leurs organismes ou entreprises comme de futurs dirigeants et dirigeantes du pays.

225 participants et participantes, représentant diverses régions canadiennes, seront sélectionnés. Parler anglais ou français est essentiel pour profiter pleinement du programme. Être bilingue constitue un atout.

La Conférence d'étude débute à Vancouver le 30 mai et se termine à Québec le 16 juin 1991. Seuls les frais de voyage vers Vancouver et au retour de Québec seront déboursés par les responsables de l'endossement.

Pour recevoir un formulaire de mise en candidature, téléphoner au (514) 874-3291 ou écrire dès maintenant ou au plus tard le 31 octobre 1990 à:

La Conférence d'étude canadienne du Gouverneur général
Boîte postale 1013, Station A,
Montréal, (Québec) H3C 2W9

LA CONFÉRENCE D'ÉTUDE CANADIENNE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
Engagement et leadership:
Contribuer activement à l'essor de la communauté nationale.



Vous avez le rendement en tête? Optez pour le Fonds marché monétaire RoyFund: un rendement hautement compétitif. Pour rencontrer un représentant RoyFund, appelez au 1-800-363-3967.

LE RENDEMENT EN TÊTE

Les taux de rendement composés annuels moyens pour les placements d'un et de trois ans prenant fin le 30 septembre 1990 étaient respectivement de 12,7% et de 10,5%. Le rendement passé n'est pas nécessairement garant du rendement futur. Offert par Les Services Fonds Mutuels Banque Royale Inc. par l'entremise des succursales de la Banque Royale au Canada. Les titres RoyFund sont offerts par le biais de prospectus seulement, dont on peut obtenir des exemplaires à toute succursale de la Banque Royale au Canada.



LES SERVICES FONDS MUTUELS BANQUE ROYALE INC.

12.5%

Fondé sur le taux de rendement courant du Fonds en date du 15 octobre 1990, tenant compte du réinvestissement des revenus et du calcul mensuel de l'intérêt composé.

Desjardins lance un «fonds mutuel» pour les entreprises respectant l'environnement

MICHEL VAN DE WALLE
de la Presse Canadienne

Profitant de ce que l'environnement constitue une préoccupation dominante chez bien des Québécois, le Mouvement Desjardins vient de lancer un fonds de placement dans les entreprises qui respectent ou contribuent à protéger l'environnement.

Le Fonds Desjardins Environnement est destiné aux investisseurs qui «cherchent un bon rendement tout en ayant une conscience sociale», déclarait hier à Montréal le président du Mouvement Desjardins, Claude Béland, en annonçant la création de ce nouveau «fonds mutuel».

Les unités du Fonds Environnement, le premier du genre au Québec, sont disponibles à compter d'aujourd'hui, au prix de 10 \$ l'unité. Comme les autres fonds de placement Desjardins (actions, obligations, équilibré, etc.), il sera géré par la Fiducie Desjardins et sa cote variera hebdomadairement.

Le fonds achètera des actions de compagnies québécoises et canadiennes cotées en bourse dont les activités sont non polluantes, qui respectent les lois sur l'environnement ou encore qui ont un programme de dépenses destiné à réduire ou éliminer la pollution dont elles sont responsables.

En plus des critères habituels de sélection fondés sur la santé financière des entreprises ainsi que sur leur historique de rendement, Desjardins appliquera une grille d'analyse destinée à éliminer du portefeuille les compagnies non respectueuses de l'environnement.

Pour effectuer ce filtrage, Gestion Placements Desjardins aura un comité consultatif de sept membres constitué à majorité d'experts dans le domaine de l'environnement, experts issus des milieux du droit, de l'ingénierie, de la biologie, etc.

Desjardins utilisera diverses sources pour documenter ses décisions de placement: revues de presse, questionnaires transmis aux entreprises, opinion du comité consultatif ainsi que les rapports de la compagnie Ethical Scan. Cette société de Toronto emploie une douzaine de personnes et produit des rapports sur le niveau de «responsabilité sociale» de quelque 1500 entreprises canadiennes.

Fiducie Desjardins rendra public dans ses rapports semestriels les noms des sociétés dans lesquelles seront investies les sommes recueillies. «Nous ne jouons cependant pas le rôle de censeurs publics en dévoilant les noms des entreprises qui seront écartées», a précisé Raymond Reid, le président de la fiducie.

Nouvelle acquisition de Bombardier

La firme Bombardier entend procéder à une nouvelle acquisition en Europe, en Angleterre cette fois.

La compagnie québécoise a en effet annoncé hier avoir signé une entente de principe en vue d'acheter Procor Engineering, une société qui fabrique du matériel ferroviaire et dont le chiffre d'affaires annuel est d'environ 20 millions. L'entreprise, installée à Wakefield, dans la banlieue de Londres, emploie 230 personnes.

Le prix de la transaction demeure pour le moment confidentiel.

Procor est une filiale de la société américaine Marmon Corp., de Chicago, dont le chiffre d'affaires annuel est d'environ 4 milliards.

Le vice-président aux affaires publiques, André Bombardier, a indiqué lors d'un entretien téléphonique que Bombardier entendait repositionner progressivement Procor dans le domaine de transport en commun.

Actuellement, Procor fabrique des caisses de véhicules ferroviaires de transport-passagers ainsi que des caisses de locomotives.

Lancez-vous en affaires sans partir de zéro

Devenez franchisé d'un dépanneur COUCHE-TARD



AVANTAGES

- vous serez maître de votre avenir
- vous deviendrez membre d'une organisation solide, efficace et fière
- vous profiterez des multiples ressources, financières, humaines et autres, d'un réseau qui a fait ses preuves
- vous recevrez une formation complète, théorique comme sur le terrain
- vous ferez partie d'un réseau de dépanneurs à fort volume de ventes
- vous posséderez un commerce choisi dans la province de Québec

EXIGENCES

- Investissement total: 80 000 \$
 - Mise de fonds du propriétaire: 40 000 \$ et plus
- Pour plus amples renseignements adressez-vous à:

Alimentation COUCHE-TARD, Service du recrutement
1600, boul. St-Martin Est, Tour B, Suite 280, Laval, Québec, H7G 4S7
(514) 662-3272 1-800-361-8995



POUR UN AVENIR PROFITABLE

PRÉPAREZ VOTRE AVENIR DÈS AUJOURD'HUI EN INVESTISSANT DANS UN CPG* DE LA CIBC

11 3/4%

PAR ANNÉE
Durée de 14 mois

*Investissement minimum de 1 000\$. Les taux peuvent être modifiés sans préavis. L'intérêt est capitalisé annuellement et versé à l'échéance.

- Les certificats de placement garantis par la CIBC (CPG de la CIBC) constituent une façon sûre et intelligente de faire fructifier vos économies.
 - Avec un CPG de la CIBC, le capital et l'intérêt sont garantis pour la durée complète de votre placement.
 - Et il vous suffit de 1 000 \$ pour commencer à investir dans votre avenir.
 - Vous avez le choix parmi des durées allant de un an à cinq ans et, pour un temps limité, vous pouvez obtenir un taux d'intérêt plus avantageux, supérieur à celui que nous versons sur notre CPG d'un an, en investissant dans un CPG de la CIBC d'une durée de 14 mois. À vous de choisir.
 - Donnez-nous un peu de votre temps aujourd'hui et préparez-vous un avenir des plus confortables!
- Passer à un centre bancaire CIBC pour obtenir tous les détails ou appelez CIBC Contact au 1 800 465-CIBC.

ET VOUS POURRIEZ GAGNER 10 000 \$ EN PARTICIPANT AU CONCOURS «INVESTISSEZ ET GAGNEZ GROS À LA CIBC!»
VENEZ VOUS RENSEIGNER SANS TARDER!

* LES CERTIFICATS DE PLACEMENT GARANTIS PAR LA CIBC (CPG DE LA CIBC) sont émis par une filiale en propriété exclusive de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et sont garantis de façon inconditionnelle par la CIBC.
** Les taux peuvent être modifiés sans préavis. L'intérêt est capitalisé annuellement et versé à l'échéance.
† Pour obtenir les règlements complets du concours, consultez un représentant de la CIBC à votre centre bancaire. Vous devrez répondre à une question d'aptitude mathématique. Les chances de remporter un prix dépendent du nombre de bulletins de participation reçus. Le concours débute le 10 octobre et se termine le 21 novembre 1990 (ou lorsque toutes les cartes auront été distribuées, selon la première éventualité - maximum de 650 000 bulletins de participation au grand tirage). Vous recevrez un bulletin de participation au grand tirage pour chaque investissement d'au moins 1 000 \$. On décernera un (1) grand prix de 10 000 \$.



On y met du coeur en plus.

DES PRIX IMBATTABLES... DES PRODUITS INCROYABLES...

SAMSUNG

S-630

- AT 12 MHz
- 640 K RAM
- Moniteur et carte monographique
- Disque rigide 40 Mo

S-700

- 80386 SX
- 2 Mo RAM
- Moniteur et carte monographique
- Disque rigide 40 Mo

Les 2 ensembles complets incluent l'imprimante Panasonic 1180.
ENSEMBLE S-630: **1 849\$** LE TOUT ENSEMBLE S-700: **2 449\$**

SHARP PC-6220

UN MIRACLE DE LA TECHNOLOGIE

- UN AT 80286 SUPER COMPACT
- DISQUE RIGIDE 20MB
- ÉCRAN VGA
- DIMENSION 8.5" X 11" X 1.4"
- POIDS 4 LB
- BATTERIE

LE VOIR C'EST LE CROIRE

ZENITH data systems

Supersport 286

- LAPTOP AT
- Mémoire IMB
- Disque rigide 20 MB 2695\$ 40 MB 2995\$
- Batterie
- Lecteur 3.5", 1.44 MB

LES PLUS BAS PRIX SUR LE MARCHÉ
*Quantité limitée

NOVELL

NOUS SOMMES LES EXPERTS EN RÉSEAU

- 5 ANS D'EXPÉRIENCE
- PLUS DE 50 SERVEURS INSTALLÉS
- NOUS SERVONS DES COMPTES MAJEURS POUR
- L'INTÉGRATION DE LA MICRO-INFORMATIQUE
- L'ÉTUDE DE VOS BESOINS
- UN SUPPORT TECHNIQUE IMPECCABLE
- UNE IMPLANTATION GARANTIE

CONTACTEZ NOTRE RÉSEAU DE PROFESSIONNELS

ACGL

LE GROUPE INFORMATIQUE ACGL INC.

5692, rue Jean-Talon Est
255-3799
LUN VEN 9h à 18h

TÉLÉPHONES CELLULAIRES À PARTIR DE 395\$

30 minutes gratuites par mois, pour un an, sur nouvelle activation avec Cantel valide jusqu'au 30 novembre 90.



AUDIOVOX
Modèle SP 85
Garantie 5 ans pièces et main-d'oeuvre
395\$*

*Valable exclusivement si l'appareil est installé et activé par Lebeau. En vigueur dans les succursales participantes seulement. Installation et antenne en sus.

Chez Lebeau, on s'occupe de tout:

- Installation de votre téléphone sur place
- Activation de votre ligne téléphonique sur-le-champ
- Service de financement (sur approbation de crédit)
- Tout sous un même toit

DiamondTel
Mesa 99X
• Mesure 160 mm (6,3 pouces)
• Ne pèse que 296 grammes
• Le plus léger sur le marché
• Chargeur de voyage compris

Au prix incroyable de

1 749\$

MONTRÉAL rue Jean-Talon Est 252-8308 rue Papineau 273-8861 boul. Pie IX 325-0562 rue St-Jacques Ouest 489-8221	RIVE NORD Chomedey 688-3751 Pont-Viau 663-9510 Repentigny 582-0020 St-Eustache 491-7100 Terrebonne 471-2825	St-Jean 348-9245 Sorel 742-1060	EXTERIEUR DE MONTRÉAL Bainville 437-5876 Cowansville 263-5191 Drummondville 478-4911 Gatineau 568-2266 Granby 378-0181 Hull 692-1516 Joliette 441-2679	Lalonde 436-5710 Mont-Laurier 623-6151 St-Hyacinthe 774-4944 Ste-Agathe 326-2882 Shawinigan 539-8331 Sherbrooke 563-8242 (2 succursales) Trois-Rivières 822-2625 Valleyfield 378-2791 Victoriaville 371-1540 752-4593
---	---	------------------------------------	--	---

Votre expert en installation de téléphones cellulaires

Lebeau
VITRES D'AUTOS
DIVISION D'AUTOSTOCK INC.

CANTEL AGENT AGRÉÉ

LES TAUX D'INTÉRÊT

Table of interest rates for various banks and financial institutions, categorized by term (short-term, term, certificates of deposit, personal loans, residential mortgages, commercial mortgages).

Ottawa finance davantage la recherche sur la fusion nucléaire

RUDY LE COURS

Discrètement, Ottawa a accepté de majorer de 40 p. cent environ sa contribution au projet Tokamak de recherche sur la fusion nucléaire menée par à Varennes sur le site de l'Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ).

Ottawa vient de consentir 5,5 millions pour le fonctionnement du Centre canadien de fusion magnétique pour l'année en cours qui se termine le 31 mars. L'an dernier, c'était 5 millions et l'an prochain, ce sera 7 millions.

Comme il est prévu que le financement fédéral représente toujours la moitié du financement de ce projet de recherche, cela signifie que la part des autres partenaires devra grandir aussi. Celle de l'Institut national de recherche scientifique passe de 1 à 1,2 million, tandis que celle d'Hydro-Québec passe de 4,3 à 5,8 millions.

Pour 1992-1993, des négociations devraient commencer prochainement.

Les recherches menées à Varennes grâce à l'accélérateur de particules Tokamak progressent de façon encourageante, selon le directeur général du projet Richard Bolton. Des données prises au cours des derniers mois sont présentement analysées. Les résultats, prometteurs soulignent, seront dévoilés à la mi-novembre dans le cadre des assises de l'association américaine des physiciens.

Il faut rappeler qu'il y a une course mondiale pour découvrir le secret de la fusion nucléaire. À la différence de la fission, la fusion serait une source d'énergie non dangereuse et non polluante. La fusion nucléaire vise à produire de l'hélium à partir d'isotopes de l'hydrogène.

Comme cela dégage énormément de chaleur, la matière s'ionise et forme un plasma. Le dispositif de type Tokamak permet de confiner ce plasma à l'aide de champs magnétiques de manière à minimiser l'interaction entre le plasma et la paroi, précise la fiche technique du Tokamak de Varennes.

Une baisse de la valeur de revente des maisons depuis le début de l'année dans certaines grandes villes, a aussi démontré une diminution de la confiance des consommateurs canadiens et leur tendance à faire plus attention à leur argent et à économiser, a noté M. Len Kubas, conseiller du secteur de détail.

Ce fait, ajouté à une véritable avalanche de mauvaises nouvelles comme des mises à pied et des fermetures d'usines, n'a guère incité les Canadiens à dépenser, a ajouté ce spécialiste de Toronto.

« Nous ne voyons pas la lumière à la fin du tunnel et ces chiffres (sur les ventes de détail) du mois d'août nous disent que le tunnel est encore joliment obscur. »

Wall Street se ressaisit finalement

Agence France-Presse NEW YORK

Wall Street s'est ressaisie hier après de fortes pertes initiales, grâce à une accélération de la baisse des prix pétroliers. En retrait de plus de 32 points à la mi-séance, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes fluctuait ensuite étroitement dans les deux sens pour clôturer à 2516,09, en baisse de 4,70 points (-0,19 pc).

Bien qu'un certain optimisme sur une issue pacifique de la crise du Golfe ait entraîné une baisse des cours du pétrole dès les premiers échanges, les prises de bénéfice ont pesé sur Wall Street en raison des incertitudes persistantes sur la conjoncture économique et de l'impasse au Congrès sur une réduction du déficit budgétaire fédéral. La FED a en effet lié un assouplissement de sa politique du crédit à un accord en ce sens. Les cours du pétrole perdaient 5,50 dollars le baril en cours d'après-midi, tombant sous le niveau de 29 dollars le baril pour la première fois depuis la fin août, ce qui a relancé une demande sélective.

Baisse des ventes de détail en août

Presse Canadienne OTTAWA

La valeur des ventes de détail a diminué en août de 0,2 pour cent, comparativement à leur valeur de juillet. Ces ventes ont atteint 16,3 milliards.

Au Québec, en août, les ventes de détail ont diminué de 0,9 pour cent, au regard du mois correspondant de l'an dernier.

Selon Statistique Canada, qui a publié ces chiffres hier, les consommateurs ont moins dépensé pour l'achat d'articles de grande valeur comme les appareils ménagers, les meubles et les véhicules.

Comparativement à juillet, les ventes de véhicules ont en effet baissé de 2 pour cent en août, et elles ont été inférieures d'un montant 10,3 pour cent au regard de leurs valeurs du mois d'août 1989.

Les ventes de meubles et d'appareils ménagers ont régressé de 1,5 pour cent au regard de juillet et régressé d'un fort 10,3 pour cent comparativement au mois d'août 1989.

En tout et pour tout, en août, les ventes de détail ont été plus élevées de seulement 0,3 pour cent comparativement à la valeur qu'elles avaient représentée durant le mois correspondant de 1989.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHÈQUES

A IERE et 2e, balance de vente, notaire Laberge 729-4334. HYPOTHÈQUES TERE, 2IEME PRETS COMMERCIAUX GESTION D'ENTREPRISE DEBIECK INC. 923-9333. HYPOTHÈQUES (1re, 2e, balance de vente). Notaire Rivet 389-8484. PREMIERE et deuxième hypothèque, résidentiel, commercial, industriel. Dencal Mortgage 342-1356.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

BESEIN \$\$\$ Opportunité d'affaires phénoménale offerte aux personnes sérieuses désirant devenir financièrement indépendantes. Travaillez à votre compte à partir de votre domicile et choisissez vos heures de travail. Pour un rendez-vous avec le succès appelez Mme Vallée au 653-0340. DEVENIR DISTRIBUTEUR. MLM Produit exclusif auto. 284-1049. DISTRIBUTEUR exclusive en opération, capital requis. 514-392-9282. ENVIRONNEMENT Occasion unique pour les années 90. Revenu illimité. (514) 385-5677. ÊTRE riche vous le pouvez, si vous êtes au 345-5684, à vous de choisir. VENIR par correspondance. Pour info écrire à: Entreprises Hi-tech, 9027, de av., Mt. Qué., H1Z 2T9. VEUX-TU être entrepreneur gérant? Je peux qualifier ton entreprise. Appelez Claudette 963-5494. 45-58% DE RENTABILITÉ POUR GENS D'AFFAIRES Si vous êtes déjà en affaires ou désirez partir à votre compte, alors une opportunité s'offre maintenant à vous. Investissement minimum vous rapportant un maximum. Contactez: Bhangar, Brouillet et Ass. 967-0065.

717 SERVICES SPÉCIAUX

INCORPORATION, taux très compétitifs. R. Malo 337-5176.

718 ARGENT DEMANDÉ

BESOIN argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4334.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS. 285-7111 INTERURBAIN SANS FRAIS 1-800-361-5013 ANNONCES ENCADRÉES 285-7000

Advertisement for Hon. Lucien Bouchard, Député de Lac-Saint-Jean, featuring a portrait and details of a breakfast-café on Monday, October 29, 1990, at the Sheraton Montreal.

Advertisement for Restaurant L'Avventura, highlighting its Italian cuisine and special group reservations.

EXAMEN D'ADMISSION C.M.A. 1ers AU QUÉBEC

Advertisement for CMA (Corporation professionnelle des comptables en management accrédités du Québec) featuring photos of successful candidates.

Advertisement for CMA (Corporation professionnelle des comptables en management accrédités du Québec) detailing the admission exam results and the organization's commitment to the profession.

Advertisement for Voyages Bel-Air Inc., associated with P. Lawson Travel and Harvey's Travel Limited.

Large advertisement for Voyages Bel-Air Inc. celebrating a renewed lease at 5, Place Ville Marie, Montréal (Québec) H3B 2G2, with a large 'Merci!' message.

La libéralisation agricole, une nécessité pour le tiers monde

Impact négatif de la hausse des prix du pétrole et des taux d'intérêt sur les pays en voie de développement

CHRISTIANE BERTHIAUME
collaboration spéciale
GENÈVE

■ Suite à la crise du Golfe, la hausse des prix du pétrole et des taux d'intérêt a commencé à avoir un impact négatif sur l'économie mondiale et sur les pays en voie de développement en particulier. Compte tenu des événements, l'aboutissement des négociations multilatérales de l'Uruguay Round au sein du Gatt (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) devient une nécessité. Les pays en voie de développement attendent beaucoup de la libéralisation du marché de l'agriculture alors que les négociations pènetrent dangereusement à Genève, permettant de craindre le pire à la réunion finale de Bruxelles en décembre.

Dans une note publiée en marge de son rapport annuel, la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement-organisme qui est aux pays pauvres ce que le Gatt est au monde industrialisé) voit quatre voies principales par lesquelles les événements du Moyen-Orient influencent l'économie des pays du tiers monde.

La première est, bien évidemment, les prix du pétrole dont l'instabilité peut avoir des effets aussi néfastes, sinon plus, que la

hausse des prix en ralentissant la croissance de l'économie mondiale. Pour Roger Lawrence, directeur et coordonnateur des programmes des ressources pour le développement de la CNUCED: «L'imprévisibilité d'un prix aussi important pour l'économie mondiale est un problème quel que soit le niveau du prix autour duquel la fluctuation a lieu».

À 30 dollars le baril de pétrole, la facture annuelle des importations des pays en voie de développement s'accroît de 26 milliards de dollars. Ce chiffre représente près de 15 p. cent des recettes d'exportation de ces pays, une fois acquitté le service de leur dette.

Or, la hausse des prix du pétrole ne correspond pas à la réalité puisque la production de pétrole dans le monde n'a pas considérablement varié depuis le début de la crise du Golfe. L'industrie de stockage de brut et de produits pétroliers à Rotterdam affiche complet. Le «flux de pétrole» qui arrive à Rotterdam (89 millions de tonnes de brut l'an dernier) se poursuit comme si aucun embargo contre l'Irak n'avait été décrété. On n'a remarqué aucun manque à la production, ni en quantité, ni en qualité sur le marché de Rotterdam. Rien d'étonnant dans ces conditions que l'Agence internationale de l'énergie ait rejeté mercredi les

appels de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) à un recours aux réserves pétrolières occidentales pour stabiliser les marchés internationaux.

La poussée à la hausse des prix du pétrole est par conséquent, selon la CNUCED, purement subjective et basée sur des suppositions, sur des spéculations sur les effets de la crise du Golfe.

Toujours selon le rapport de la CNUCED, la seconde voie par laquelle les événements du Proche-Orient peuvent influencer l'économie des pays en voie de développement tient aux réponses politiques des principaux pays industrialisés qui vont devoir éviter une récession, tout en combattant l'inflation.

Le dilemme est, en effet, peu attirant pour les pays industrialisés. Soit qu'ils adoptent une politique restrictive en permettant aux taux d'intérêt déjà élevés de grimper, soit qu'ils laissent l'inflation reprendre de plus belle. En plus, les marchés financiers réagissent mal, amplifiant ainsi les effets de choc. Leurs répercussions sur l'économie réelle pourraient bien se révéler à la fin plus nuisible que le relèvement du prix du pétrole.

Quoi qu'il en soit un durcissement des politiques monétaires, une augmentation des taux d'intérêt à court terme et une accélération des tendances à la réces-

sion induiraient une plus grande faiblesse des prix des matières premières et une bien plus faible expansion du commerce, autant de mesures qui multiplieront l'impact négatif de la crise du Golfe sur le tiers monde.

La troisième voie, viendrait de la réaction aux marchés des obligations. Selon M. Lawrence, la plupart des pays ne sont pas actuellement en position de riposter par des mesures monétaires à de fortes chutes des marchés des obligations. Ces dernières pourraient cette fois et contrairement au passé, exercer des pressions à la baisse sur l'activité économique.

Enfin, facteur non négligeable, plusieurs pays en voie de développement avaient des relations économiques bilatérales avec l'Irak et le Koweït (échanges commerciaux directs, rentrées d'argent en provenance des travailleurs expatriés ou encore en des flux monétaires) dont les privés désormais l'embargo.

Mais, tout compte fait, c'est

toute la stratégie internationale du remboursement de la dette des pays du tiers monde (1235 milliards \$US qui représentent 32 p. cent de leur produit national brut global) que la crise du Golfe remet en question.

En effet, la crise affecte la capacité de remboursement de plusieurs pays lourdement endettés, y compris ceux qui avaient récemment fait des progrès en réduisant les niveaux de la dette et du service de la dette. La crise touche également les pays exportateurs de pétrole qui ont engagé des négociations avec les banques commerciales et d'autres créan-

ciers. Les prix élevés du pétrole créant l'illusion que de tels pays approchent du niveau de viabilité... avec le risque que la communauté internationale leur retire son appui.

Bref, selon la CNUCED, plusieurs pays en voie de développement auraient besoin d'une aide financière massive pour faire face à la crise, une aide que les pays industrialisés sont de plus en plus réticents à accorder aveuglément en vertu du principe que l'appui du monde international, tout en étant indispensable, ne saurait se substituer à des politiques nationales efficaces.

Centre de perfectionnement



Pour faire face aux nouvelles normes gouvernementales

Gestion des programmes d'accès à l'égalité

21, 22 et 23 novembre 1990
9h00 à 17h00

Apprenez comment déterminer une méthodologie d'élaboration d'un programme d'accès à l'égalité en matière d'emploi et quelles sont les étapes d'implantation d'un tel programme. Voyez quels sont les cadres législatifs et réglementaires et comment tenir compte de la culture organisationnelle et des objectifs de l'entreprise lors de cette élaboration.

Coordonnatrice:



Mme Jeannine David-McNeil
D.Sc. écon. (Paris)

Professeur aux H.E.C., Mme David-McNeil s'intéresse aux prévisions des besoins en main-d'oeuvre et à la gestion des programmes d'accès à l'égalité. Elle est actuellement présidente du Comité consultatif sur les programmes d'accès à l'égalité dans le secteur privé.

Mme McNeil coordonnera l'équipe de personnes-ressources et de praticiens qui sont impliqués dans l'activité (Mme Michèle Poirier, M. Alain Gosselin et M. Roger G. Martin).

Participants: les gestionnaires, spécialistes et consultants qui désirent se familiariser avec le contenu d'un programme d'accès à l'égalité. (Aucun préalable académique n'est requis.)

N.B.: Afin de favoriser des échanges enrichissants, le nombre de participants est limité; inscrivez-vous dès maintenant.

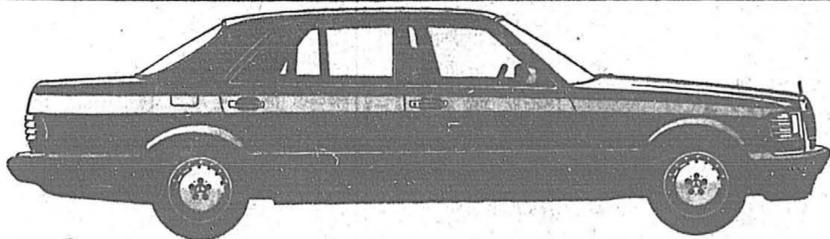
Comment s'inscrire: communiquez sans tarder avec le Centre de perfectionnement de l'École des Hautes Études Commerciales au (514) 340-6001.

Nomination
Alcan



JEAN MINVILLE

Le président du Conseil et chef de la direction d'Alcan Aluminium Limitée, David Morton, a le plaisir d'annoncer la nomination de Jean Minville au poste de vice-président, Environnement. Cette fonction relevait antérieurement de John W. Kelly, M.D., qui demeure vice-président, Santé et sécurité au travail. M. Minville est en poste à la Maison Alcan de Montréal, au siège social international d'Alcan Aluminium Limitée.



Faites vite et vous pouvez louer une
Mercedes 560 SEL
modèle 1990
pour 1,234 \$ par mois

SON ÉQUIPEMENT STANDARD COMPREND: Système de freinage antiblocage (ABS), sac gonflable côté conducteur, climatisation, lave-glaces électriques, servodirection, autoradio stéréo avec lecteur de cassettes, toit ouvrant à commande électrique, garnitures de cuir fin, verrouillage central, dispositif de vitesse de croisière, rétroviseurs chauffants à télécommande électrique, régulateur de vitesse, appuis-tête arrière, roues en alliage, sièges avant réglables par commande électrique avec mémorisation, colonne de direction réglable par commande électrique, système d'alarme, peinture métallisée, lave-phares et essuie-phares, sièges avant et arrière chauffants, différentiel autoblocant, moteur V8 de 5,6 litres.
BAIL CALCULÉ SUR 24 MOIS avec acompte de 15 000 \$ ou reprise équivalente et valeur de rachat de 63 000 \$ (sujet à l'approbation de crédit). Taxes et frais d'immatriculation en sus. Nous ferons toujours tout pour vous offrir un bail correspondant à vos besoins personnels. Offre de durée limitée.

Mercedes-Benz Canada Inc.

Division Détail

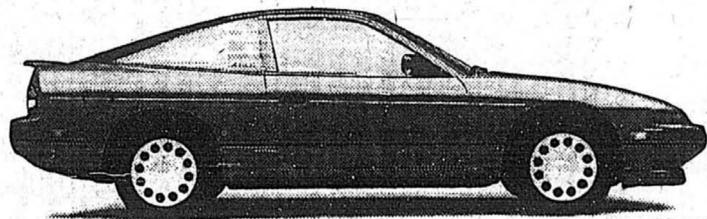
7800, boul. Décarie, coin rue Ferrier
Montréal, Québec

Tél.: (514) 735-3581



INCROYABLE
MAIS VRAI

On vous donnera \$20,183.
et
on vous fera sauver de l'impôt ...



stock: 90-574

... si vous achetez
cette **NISSAN 240SX 1990**
pour seulement \$19 999,
transport et préparation inclus,
avant vendredi cette semaine

Avis: cette offre est exclusive à
NISSAN AUTOGOUEURNEUR



**NISSAN
AUTO
GOUEURNEUR**

305, Boul. St-Martin Est
(angle Des Laurentides)

Laval
668-1650

* à l'achat du véhicule, un montant de \$3,000 sera versé dans un REER à votre nom que vous pourrez déduire de vos revenus dès cette année, et au terme d'un placement de 20 ans, capitalisé annuellement à un taux 10%, la somme de \$20,183 vous appartiendra. Vous pouvez encaisser votre REER avant ce terme si vous le voulez.

**CONTRAIREMENT
À NOS VOITURES,
CES RABAIS-LOCATION
DU FABRICANT
NE DURERONT PAS.**



244 DLA
299,15 \$*/mois
pendant 36 mois

744 GLA
399,68 \$*/mois
pendant 36 mois

La Volvo regroupe déjà un ensemble extraordinaire de caractéristiques au niveau de la sécurité, de la durabilité et de la performance. Et maintenant, afin que vous puissiez plus facilement profiter d'un de nos modèles les plus populaires, nous ajoutons un avantage supplémentaire à cette longue liste: un programme de location à long terme provenant directement du fabricant.*

Ce programme combine les taux de location les plus bas jamais vus chez Volvo à de nombreux avantages comme des termes de 36 mois et un financement flexible de votre mise de fonds.

Passez donc voir votre concessionnaire Volvo dès aujourd'hui. Car les bonnes choses ne durent jamais longtemps... sauf les **VOLVO** Volvo, bien sûr.

Une voiture digne de confiance.

CETTE OFFRE PREND FIN LE 31 OCTOBRE 1990.

MONTRÉAL
Up-Town Automobiles Ltée
5055, rue Paré
737-6666

LAVAL
Boulevard Saint-Martin Auto Inc.
1430, boul. Saint-Martin
657-4960

SAINT-HUBERT
Lemonn Automobile Ltée
3839, boul. Taschereau
678-1220

DOLLARD-DES-ORMEAUX
Jaoauto Ltée
3812, boul. Saint-Jean
626-8120

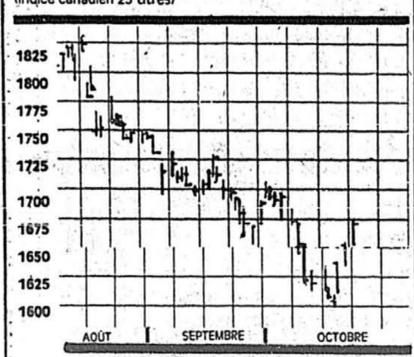
SAINT-LÉONARD
John Scotti Auto Ltd.
4330 est, rue Jarry
725-9394

CHAMBLY
Fort Chambly Automobiles Inc.
630, boul. Périgny
658-6623

*Offert jusqu'au 31 octobre 1990 par les concessionnaires Volvo participants aux clients admissibles approuvés par GE Capital Canada, Inc. Le client doit prendre livraison d'un véhicule se trouvant dans les stocks du concessionnaire au plus tard le 8 novembre 1990. Les prix indiqués s'appliquent à un contrat de location inconditionnel de 36 mois pour une berline Volvo 1990 744 GL ou 244 DLA à boîte automatique. Pour connaître la totalité des paiements, le montant de la mensualité multiplié par 36. Acompte requis de \$3000\$. La première mensualité, les droits de 350 \$ pour établissement des documents et le dépôt de garantie remboursable sont payables à l'avance. Les taxes, l'enregistrement et les frais de transfert de propriété sont à la charge du client. Des frais de kilométrage additionnel s'appliquent en cas de dépassement du kilométrage prévu. Le prix d'option d'achat est établi lors de l'embauche en vigueur du contrat (sauf au Manitoba). D'autres conditions et frais peuvent s'appliquer. L'entretien et les réparations non couvertes par la garantie sont à la charge du locataire. Autres durées et options de location disponibles. Les prix peuvent varier selon les concessionnaires. © 1990 VOLVO-CANADA LIMITEE.

MONTRÉAL

HAUT: 1078,91
Fermeture: 1072,77
BAS: 1081,97



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 6 000 000

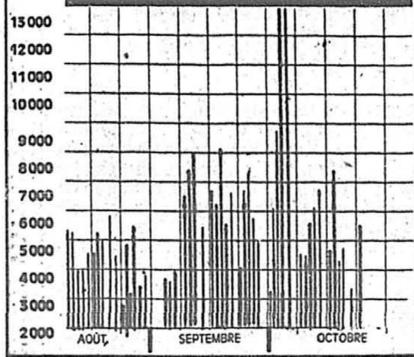


Table of stock market data for Montreal, including various indices and individual stock prices.

INDICES DE MONTRÉAL

Table of market indices for Montreal, including MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), HYDRO CARB. (XCO), MINES-MÉTAUX (XCM), PROD. FORESTIERS (XCF), BIENS D'ÉQUIP. (XCI), and SERV. PUBLICS (XCU).

COMMENT LIRE LES COTES DE LA BOURSE
Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnie. Seuls apparaissent les titres négociés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf à la mention « \$ » apparaît.

EXPLICATION DES CODES
BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO
p ou o = Titre assujéti à une réglementation spéciale.

INDICES DE MONTRÉAL

Table of market indices for Montreal, including MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), HYDRO CARB. (XCO), MINES-MÉTAUX (XCM), PROD. FORESTIERS (XCF), BIENS D'ÉQUIP. (XCI), and SERV. PUBLICS (XCU).

COMMENT LIRE LES COTES DE LA BOURSE
Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnie. Seuls apparaissent les titres négociés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf à la mention « \$ » apparaît.

EXPLICATION DES CODES
BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO
p ou o = Titre assujéti à une réglementation spéciale.

INDICES DE MONTRÉAL

Table of market indices for Montreal, including MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), HYDRO CARB. (XCO), MINES-MÉTAUX (XCM), PROD. FORESTIERS (XCF), BIENS D'ÉQUIP. (XCI), and SERV. PUBLICS (XCU).

COMMENT LIRE LES COTES DE LA BOURSE
Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnie. Seuls apparaissent les titres négociés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf à la mention « \$ » apparaît.

EXPLICATION DES CODES
BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO
p ou o = Titre assujéti à une réglementation spéciale.

INDICES DE MONTRÉAL

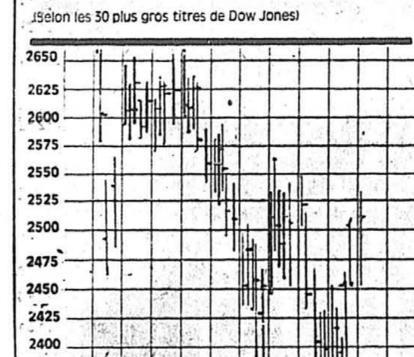
Table of market indices for Montreal, including MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), HYDRO CARB. (XCO), MINES-MÉTAUX (XCM), PROD. FORESTIERS (XCF), BIENS D'ÉQUIP. (XCI), and SERV. PUBLICS (XCU).

COMMENT LIRE LES COTES DE LA BOURSE
Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnie. Seuls apparaissent les titres négociés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf à la mention « \$ » apparaît.

EXPLICATION DES CODES
BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO
p ou o = Titre assujéti à une réglementation spéciale.

NEW YORK

HAUT: 2630,40
Fermeture: 2618,00
BAS: 2470,78



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 154 000 000

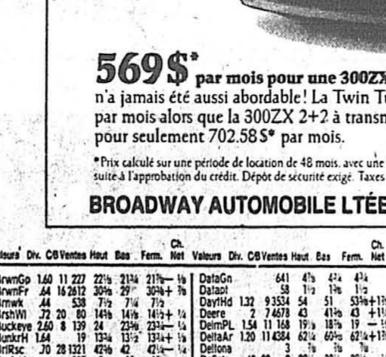
Table of stock market data for New York, including various indices and individual stock prices.

INDICE DE NEW YORK

COMPOSÉ 171,52
INDUSTRIELLES 212,91
TRANSPORTS 137,59
SERVICES PUBLICS 89,02
FINANCE 109,57

INDICES DE NEW YORK

HAUT: 2630,40
Fermeture: 2618,00
BAS: 2470,78



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 154 000 000

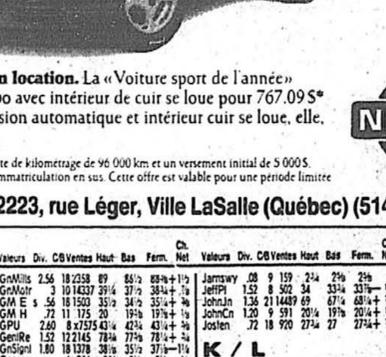
Table of stock market data for New York, including various indices and individual stock prices.

INDICE DE NEW YORK

COMPOSÉ 171,52
INDUSTRIELLES 212,91
TRANSPORTS 137,59
SERVICES PUBLICS 89,02
FINANCE 109,57

INDICES DE NEW YORK

HAUT: 2630,40
Fermeture: 2618,00
BAS: 2470,78



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 154 000 000

Table of stock market data for New York, including various indices and individual stock prices.

INDICE DE NEW YORK

COMPOSÉ 171,52
INDUSTRIELLES 212,91
TRANSPORTS 137,59
SERVICES PUBLICS 89,02
FINANCE 109,57

INDICES DE NEW YORK

HAUT: 2630,40
Fermeture: 2618,00
BAS: 2470,78



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 154 000 000

Table of stock market data for New York, including various indices and individual stock prices.

INDICE DE NEW YORK

COMPOSÉ 171,52
INDUSTRIELLES 212,91
TRANSPORTS 137,59
SERVICES PUBLICS 89,02
FINANCE 109,57

INDICES DE NEW YORK

HAUT: 2630,40
Fermeture: 2618,00
BAS: 2470,78



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 154 000 000

Table of stock market data for New York, including various indices and individual stock prices.

INDICE DE NEW YORK

COMPOSÉ 171,52
INDUSTRIELLES 212,91
TRANSPORTS 137,59
SERVICES PUBLICS 89,02
FINANCE 109,57

Advertisement for Nissan 300ZX car, featuring a large image of the car and text: 'À ce prix là, c'est comme du BM à 8\$.' Includes contact information for Broadway Automobile Ltée.

Large table of stock market data for various companies, organized by industry and listing company names, prices, and changes.

TORONTO

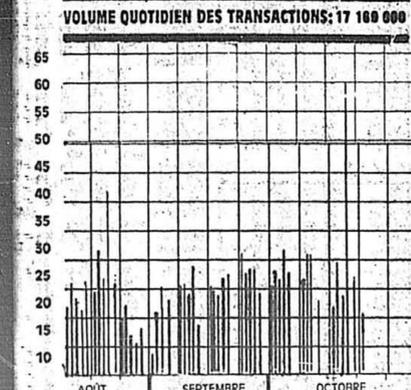
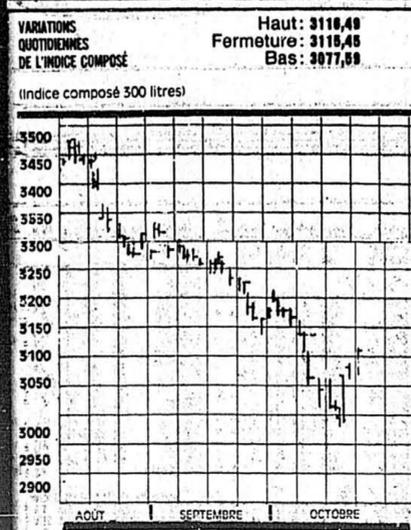


Table of Toronto stock indices: 300/COMPOSÉ (3115.45), SERV. FINANCIERS (281.09), MINES ET MÉTAUX (2747.52), PÉTROLES ET GAZ (4093.47), INDUSTRIELLES (1597.00).

Table of industry indices: AURIÈRES (5411.68), PAPIÈRES (2982.64), CONSOMMATION (4396.79), IMMOBILIER (7107.32), TRANSPORT (8056.89), PIPELINES (3753.93), SERV. PUB. (2644.71), COMMUNICATIONS (5699.03), DÉTAIL (3524.59), GESTION (3988.89), HAUTE TECHNOLOGIE (695.20).

Table of TSE 35 index: HAUT (175.98), FERMETURE (175.63), BAS (172.97), VOLUME (5 278 301).

Main financial table listing various stocks and their prices, organized by sector (A/B, C/D, E/F, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/Z).

VANCOUVER

VOLUME: 13 562 000. INDICE GÉNÉRAL: FERMETURE: 543 12 - 7 02.

Table of Vancouver stock market data, including various stock prices and indices.

FRUITS/LÉGUMES

Table of fruit and vegetable prices, including items like Pomme Ontario, Carotte, and various types of beans.

Advertisement for 'Chez moi, c'est sécuritaire' (At home, it's secure), featuring fire insurance services and contact information for 'Ville de Montréal'.

ALBERTA - Table listing various commodities and their prices, including oil, gas, and agricultural products.

AMÉRICAIN - Table listing various commodities and their prices, including oil, gas, and agricultural products.

FONDS MUTUELS - Table listing various mutual funds and their performance metrics.

MARCHÉ DES OPTIONS - Table listing various options contracts and their prices.

OFFRE ET DEMANDE (TORONTO) - Table listing various securities and their market status.

LA BOURSE DE TOKYO

Table listing Japanese stock market data, including Nikkei index and various stock prices.

OPTIONS SUR L'EUROPE, AUSTRALIE

Table listing options contracts for European and Australian markets.

LES METAUX

Table listing various metals and their prices, including gold, silver, and copper.

LES OBLIGATIONS

Table listing various government and corporate bonds.

LES DEVICES

Table listing various electronic devices and their prices.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table listing various securities traded on the Toronto stock exchange.

TORONTO (PC) - Les cotations sur les titres au comptoir

Text describing the Toronto stock market and the list of securities.

Table listing various securities and their market status, including stocks and bonds.

LES OBLIGATIONS

Table listing various government and corporate bonds.

LES DEVICES

Table listing various electronic devices and their prices.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table listing various securities traded on the Toronto stock exchange.

dividendes

Table listing various companies and their dividend payments.

LA BOURSE EN BREF

Table with columns for Montreal and Toronto stock market data, including volume, gains/losses, and top values.

Table with columns for New York and NASDAQ stock market data, including volume, gains/losses, and top values.

Le Permanent en chute libre, Royal LePage et Montréal Trust s'arrachent sa dépouille

Le Permanent, le leader des quatre grands courtiers en immeuble dans le marché des transactions SIM-MLS, est en chute libre au Québec...

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Table of transacted options for various Canadian stocks, listing symbols, prices, and volumes.

LES GRAINS (CONTRATS EN TONNES)

Table of grain contracts (Winnipeg, Vancouver) listing various grain types and their market prices.

George Bush a gaspillé l'héritage de Reagan, dit Milton Friedman

Ceci dit, la machine à rumeurs va bon train comme jamais dans l'industrie du courtage immobilier...

George Bush remet en cause, selon lui, les «trois piliers» de la politique économique reaganienne...

Dans la première partie de cet entretien, publiée hier, le prix Nobel d'économie, s'inscrivait en faux contre les nombreux commentateurs qui estiment que Ronald Reagan a surtout laissé en héritage à l'Amérique un énorme trou financier...

Tout en indiquant que la croissance aux États-Unis est entrée dans une phase de ralentissement depuis le milieu de 1989, il ajoute que les caractéristiques de l'économie américaine sont «celles d'une économie à la santé robuste»...

Si l'on jette un coup d'œil sur les réseaux de franchises, c'est incontestablement Re/Max qui garde le premier rang, avec près de 35 p. cent du marché montréalais...

Les quatre grands ont globalement augmenté leur part de marché depuis le début de l'année, alors qu'elles passaient de 38,5 à près de 42,5 p. cent de février à septembre derniers.

Bernard Girard, président du Trust Général maître courtier, reconnaît que le marché est «dur». Des compagnies comme Royal LePage ont fermé des succursales...

Louis Cayer, vice-président de Royal LePage, n'a pas voulu confirmer qu'il vient de prendre la tête du marché, selon les statistiques confidentielles de la Chambre...

Les activités cycliques (cinq ans de hausse puis deux ans de baisse) des courtiers en immeuble expliquent en partie ces résultats en zigzags. Les ca-

CONTRAT À TERME SUR OBLIGATIONS DU GVT DU CANADA

Table of government bond futures contracts, listing terms, prices, and volumes.

RAPPORT FINANCIERS EXPRESS

Table of financial reports for various companies, showing current and previous financial data.

Sans réforme agricole, les négociations du GATT échoueront

Les États-Unis ont lancé une nouvelle mise en garde à la Communauté Européenne hier, en rappelant que l'absence de réformes «substantielles» du commerce mondial agricole entrainerait l'échec des négociations de l'Uruguay Round.

M. Julius Katz, principal négociateur américain, a souligné au cours d'une conférence de presse retransmise par satellite depuis Washington, que les 14 grands pays exportateurs de denrées réunis au sein du Groupe de Cairns partageaient ce point de vue.

Le commerce agricole est «un réel problème mondial» plutôt qu'une question d'antagonisme Nord-Sud, et «je ne vois aucune possibilité d'un accord dans l'Uruguay Round sans une réforme substantielle dans le secteur agricole», a précisé encore M. Katz.

Parlant au moment où les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis à Luxembourg, cherchaient à surmonter les divisions internes sur le mandat de négociation de la Commission concernant les subventions agricoles, M. Katz a évité de rendre tel ou tel pays de la CEE responsable de l'impass des négociations.

«Le temps nous manque», a-t-il dit, estimant qu'il faut maintenant aboutir à des «décisions».

À «42 jours et nuits» de l'ouverture de la réunion ministérielle finale prévue pour le 3 décembre prochain à Bruxelles, «nous n'avons pas encore eu une seule journée de négociations sérieuses sur l'agriculture», a-t-il ajouté, soulignant que la CEE n'avait toujours pas fait de proposition formelle aux négociateurs à Genève.

Jours sombres en vue, prédit à son tour la Banque Royale

Selon M. Neufeld, le taux d'escompte de la Banque du Canada, actuellement à 12,66 p. cent, devrait descendre à 11,92 à la fin de l'année et à moins de 11 p. cent à la fin de 91.

Pour sa part, le dollar — qui a clôturé à 85,07 cents US hier — devrait passer sous les 84 cents US à la fin de l'année et à 81 cents US à la fin de 91. La Banque Royale estime qu'à la fin de 92, il pourrait descendre à 80 cents US et favoriser les exportateurs canadiens, durement touchés par sa force récente.

L'économiste croit à ce sujet que la politique préconisée par la Banque du Canada — des taux d'intérêt élevés pour museler l'inflation et attirer les investisseurs étrangers — demeure appropriée.

Enfin, M. Neufeld ense que la situation empirera si la guerre éclate dans le Golfe persique — causant une nouvelle hausse du prix du pétrole — si le Canada ne résout pas ses problèmes constitutionnels et si les faillites augmentent, ce qui réduira davantage la confiance des investisseurs.

INDICES STANDARD & POOR DES OPTIONS

Table of Standard & Poor indices and options, listing various stock indices and their market data.

Advertisement for 'A VOUS DE JOUER' featuring a drawing of a person and promotional text for a game or investment opportunity.

Spectacles

CINEMA

AFter DARK MY SWEET
Palais (3): 12 h 10, 14 h 20, 15 h 35, 19 h, 21 h 20; sam., dim.: 14 h 20, 16 h 35, 19 h, 21 h 20.
Dernier spectacle sam.: 23 h 35.
AIR AMERICA (V.F.)
Du Plateau (1): 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

LIGNES INTERDITES
Cinéma Capitol (4, Drummondville). Sam., dim.: 19 h, 21 h 30; tous les soirs: 19 h, 21 h 30, sauf lun. et jeu.: 21 h 30.
Cinéma Joliette (3). Sam. et tous les soirs: 21 h 30, sauf lun; dim.: 16 h, 21 h 30.
Cineplex Centre-Ville (2). Tous les jours: 16 h, 21 h 30.

Universit. Tous les soirs: 19 h 30, 21 h; sam., dim.: 13 h 30, 16 h 05, 18 h 30, 21 h.
Versailles (1). Tous les soirs: 18 h 30, 21 h; 30, sauf lun. et jeu.: 21 h 30.
MOODY BEACH
Brossard (3). Sam., dim.: 19 h, 21 h 10; tous les soirs: 21 h 10.

17 h, 19 h 05, 21 h 10; tous les soirs: 19 h 05, 21 h 10.
QUIGLEY DOWN UNDER
Dorval (1). Tous les soirs: 18 h 30, 21 h 15; sam., dim.: 13 h, 15 h 45, 18 h 30, 21 h 15.

APICULTEUR (L')
Oulmetoscope: 21 h 30.
AU CHIC RESTO pop
Cinéma ONF (Complexe Guy-Favreau): 19 h, 21 h.

MUSIQUE

MAISON ALCAN (L'Atrium) - Ensemble Clavinet: 12 h.

THEATRE

CAFÉ DE LA PLACE (Place des Arts) - Voix parallèles. Avec Pauline Julien et Hélène Loisel. Du mar. au sam.: 20 h.

Sesterce pour un film canadien

Le jury du 22e Festival international du film documentaire de Nyon a décerné à l'unanimité le Sesterce d'or au film Vach Okhodjatchi Obiekt: Leonid Obolenski (Votre objet parlant: Leonid Obolenski) de Youri Zakharov (Union soviétique).

DARK ANGEL
Carrefour Laval (4). Sam., dim.: 13 h 10, 15 h 10, 17 h 10, 19 h 10, 21 h 10; tous les soirs: 19 h 10, 21 h 10.
Cineplex Centre-Ville (8). Tous les jours: 13 h 20, 15 h 20, 17 h 20, 19 h 20, 21 h 20.

Greenfield (3). Tous les soirs: 18 h 40, 21 h 20; sam., dim.: 13 h, 15 h 30, 18 h 40, 21 h 20.
Imperial (2, Joliette). Tous les soirs: 19 h, 21 h 35; sam., dim.: 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 35.

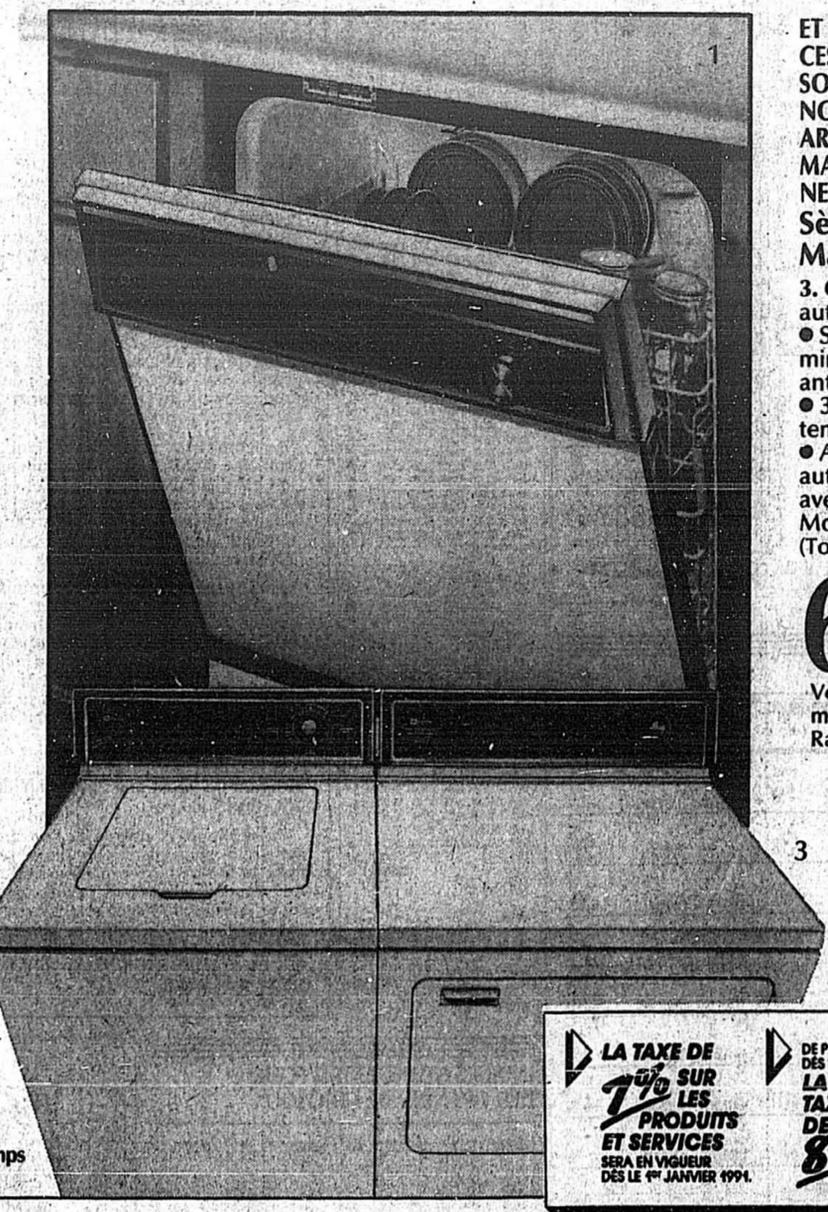
Palais (4): 13 h, 15 h 40, 18 h 20, 21 h 10; sam., dim.: 15 h 40, 18 h 20, 21 h 10.
Palais (5): 13 h, 15 h 40, 18 h 20, 21 h 10.
Palais (6): 12 h 30, 14 h 40, 16 h 50, 19 h 15, 21 h 25.

Palais (7): 13 h 10, 15 h 10, 17 h 10, 19 h 15, 21 h 25.
WELCOME HOME, ROXY CARMICHAEL
Dorval (4). Tous les soirs: 19 h, 21 h 15; sam., dim.: 13 h, 15 h, 17 h, 19 h, 21 h 15.

Les corvées de lavage, MAYTAG S'EN OCCUPE!

Les assiettes, casseroles, socquettes et draps n'ont qu'à bien se tenir! Maytag a tout ce qu'il faut pour en prendre soin. Voilà donc des appareils fiables... pour vous chez Eaton.
Lave-vaisselle 4 cycles à encastrer de Maytag
1. Broyeur d'aliments mous • Isolation sonore triple
• Appareil de luxe avec 4 panneaux de couleurs.
Modèle WU484.
799.99 ch.

Machine à laver Maytag de très grand format
2. Giclage 4 niveaux
• 3 combinaisons de température • Distributeur de produit assouplissant
• Agitateur puissant
• Chargement frontal.
Modèle A8640, blanc.
(Ton amande, 15,00 en sus)
829.99 ch.



ET N'OUBLIEZ PAS QUE CES ÉLECTROMÉNAGERS SONT APPUYÉS PAR NOTRE GARANTIE EATON: ARGENT REMIS SI LA MARCHANDISE NE SATISFAIT PAS.
Sèche-linge Maytag
3. Commande automatique de séchage
• Séchage jusqu'à 60 minutes • Réglage antirouille
• 3 réglages de température
• Apprêt permanent automatique • Tambour avec fini «Dura-Cushion».
Modèle DE8420, blanc.
(Ton amande, 15,00 en sus)
649.99 ch.

NOUVELLES HEURES DE MAGASINAGE EATON
CENTRE-VILLE:
mar., mer., 10h à 18h;
jeu., ven., 10h à 21h;
sam., 9h à 17h.
AUTRES MAGASINS EATON:
mar., mer., 10h à 18h;
jeu., ven., 10h à 21h;
sam., 9h à 17h.



Entretien et service en tout temps

Venez ou composez 284-8484



EATON
Nous sommes... le grand magasin du Canada

LA TAXE DE 7% SUR LES PRODUITS ET SERVICES SERA EN VIGUEUR DES LE 1er JANVIER 1991.

DE PLUS, DES LE 1er JANVIER 1991, LA NOUVELLE TAXE DE VENTE DE 8% DU QUÉBEC

S'APPLIQUERA À LA PLUPART DES ARTICLES NON TAXÉS AUPARAVANT TELS QUE VÊTEMENTS, CHAUSSURES, ACCESSOIRES MOTEUR, MEUBLES, MATÉLAS, COURROIES, RÉFRIGÉRATEURS, LINGE DE MAISON, FILS, TISSUS, LIVRES, PÉRIODIQUES, JOURNAUX, FOURNITURES SCOLAIRES, SAUCONS ET AUTRES PRODUITS NETTOYANTS.